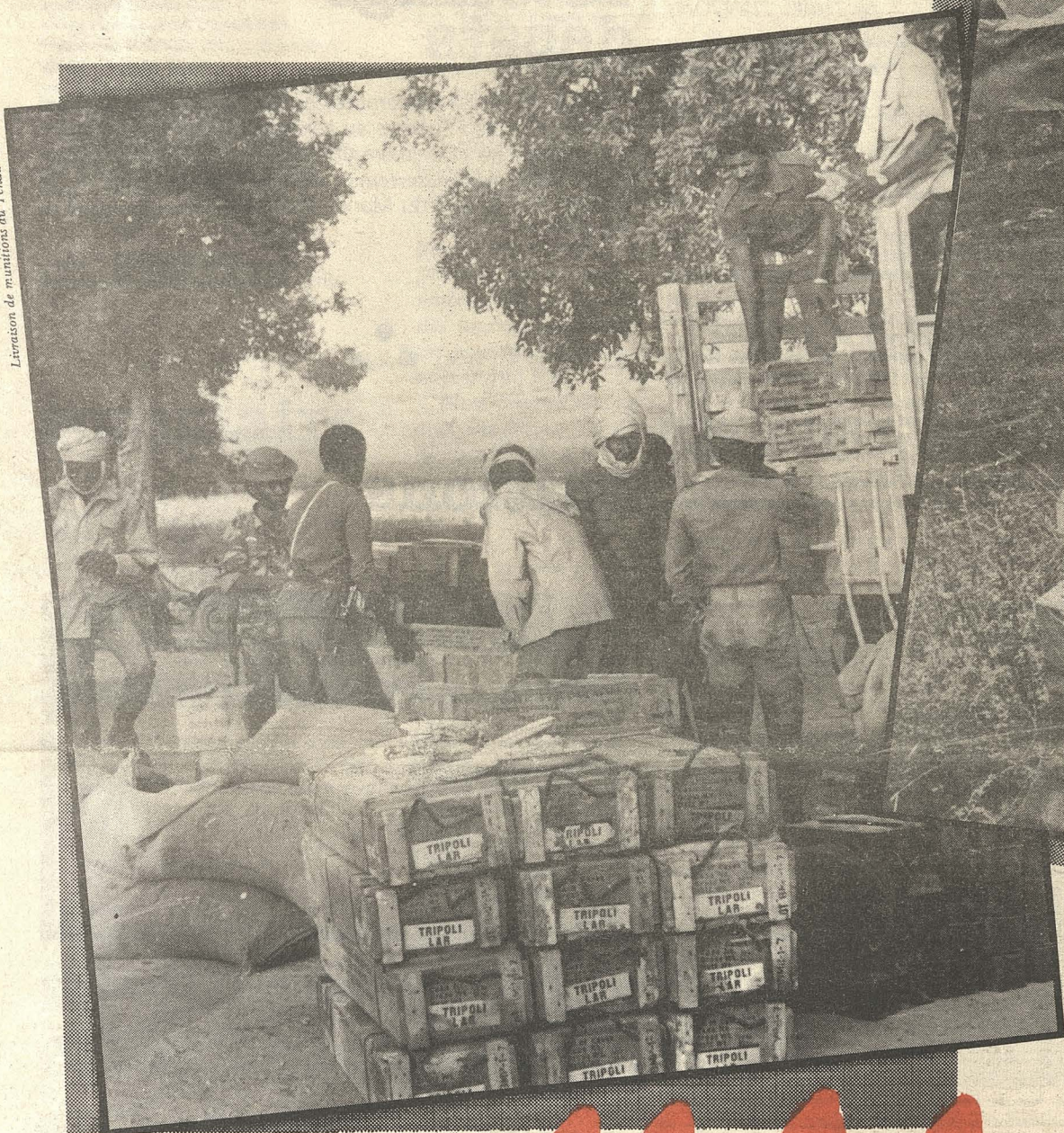


TCHAD, LIBAN :

Livraison de munitions au Tchad (A.F.P.)



Mouvement de troupes israéliennes au Liban

HALTE!**A L'INTERVENTION
MILITARISTE
DE LA FRANCE**

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Orsay, Villejuif, Vitry, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF, Liaison des cheminots.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-saône — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Ville, Corbeil-Essones — Ouest : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtellerauld, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio — Guadeloupe : Gourbeyre.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m^e République) tél. : 805.34.08

fêtes

Une fête organisée par le groupe libertaire du 11^e arrondissement de Paris se déroulera le dimanche 25 septembre à partir de 15 h, salle de l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11^e. Au programme, des nouvelles de la bande FM, les luttes pour la liberté d'expression — et l'existence de Radio-Libertaire. D'autres sujets seront également abordés : le constat de la politique socialiste, la militarisation de la société, etc. Plusieurs organisations et associations seront présentes. Une seconde partie sera réservée au spectacle, avec la participation de Michel Murty et d'autres chanteurs qui soutiennent Radio-Libertaire. Pour tout contact : Groupe libertaire du 11^e arrondissement de Paris, 145, rue Amelot, Paris-11^e.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement ☐ Réabonnement ☐ Abonnement de soutien ☐

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat-létre ☐ Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupe « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le samedi de 15 h à 18 h 30.

Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg, et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanences le mardi à partir de 20 h, à la MJC La Paillette.

Groupe d'Angers : Tous les vendredis de 17 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe « Jules Durand/l'Entraide » du Havre : pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules-Tellier, 76600 LE Havre.

Groupe du 11^e : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3^e jeudi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Sébastien-Faure » de Bordeaux : permanences le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe « Voline » : permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois de 19 h à 20 h 30 et samedi sur rendez-vous, au 26, rue Piat, Paris-20^e.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e.

Groupe de Beauvais : permanences le premier mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Brunoy : permanences au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Asq ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille tél. : (20) 53.85.23).

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Groupe d'Agén : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agén.

éditions



Affiche éditée à l'occasion du gala de Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, 0,20 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 65 × 50.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

communiqué

• Le groupe d'Agén assure des permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois en son local : 64, de l'Angle-Droit, 47000 Agén.

meetings débats

Le vendredi 30 septembre, à 17 h 30, Michel Auvray, objecteur, puis insoumis au service civil voilà plus de dix ans, présentera et animera un débat sur son livre : *Objecteurs, insoumis, déserteurs, histoire des réfractaires en France*, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e.

éditions

DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Article 19. — Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

FEDERATION ANARCHISTE

Radio Libertaire 89.5 MHz

Affiche éditée par le secrétariat à Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, 1 F à partir de 10 exemplaires. Format : 95 × 65.

LIBERONS LES ONDES



RADIO LIBERTAIRE 89,5 MHz

Affiche éditée par le secrétariat à Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, 1 F à partir de 10 exemplaires. Format : 95 × 65.

en bref...en bref...) **Nous avons intercepté !...**

• La coordination nationale antinucléaire (C.N.A.N.) vient d'éditer une carte postale.
Thème : « Energie nucléaire = Voie sans issue »
Ces cartes postales sont vendues à :
l'unité : 1 F + port 2 F
les 50 : 40 F
les 100 : 70 F.
La commande est à faire à
F. Berthout
B.P. 519
61100 Flers-de l'Orne

• Dans un communiqué, la Libre Pensée exprime son indignation vis à vis du gouvernement socialiste qui au nom de la liberté et du pluralisme, bafoue le principe de la séparation de l'Etat et de l'Eglise en matière d'éducation. Dans une autre motion faite comme la première au congrès national de Bordeaux du 24 au 28 août, elle proteste avec la plus grande force contre la saisie de Radio-Libertaire.

• Le n° 44 d'Objections, bimensuel antimilitariste est sorti.

Nos services secrets ont intercepté cette lettre adressée à M. Georges Fillioud. Nous ne pouvons résister au plaisir de vous la faire lire.

Béziers le 12 septembre 1983

Cher Georges,

Cela fait déjà plus de quinze jours que nous séjournons dans l'Hérault ! Le soleil est au rendez-vous, cela nous change agréablement de Paris. Nous n'aurions pu que bronzer cons, si en nous branchant sur Radio-France-Languedoc (le service public !), nous n'avions entendu la Fédération anarchiste de cette région protester contre la saisie des radios libres, en particulier celle de Radio-Libertaire. Les anars appelaient à un rassemblement à Béziers le 2 septembre. Ils eurent la bonne idée de recouvrir les murs de la ville de l'article 19 de la déclaration universelle des Droits de l'Homme (tu sais, celui sur la liberté d'expression) ; et figure-toi que c'est justement au nom de cet article que Mitterrand est venu à Béziers soutenir, il y a trois ans, Radio-Pomarde, radio libre alors en procès. Je l'ai lu sur des coupures de journaux de cette époque que les anars présentaient à tous ceux qui voulaient s'informer. Alors tu me connais, en bon socialiste, défenseur des droits de l'homme, je n'ai pu résister, excuse moi Georges, j'ai signé une lettre de protestation qui te sera adressée, et je n'ai pas été le seul.

Quelques jours après, j'ai pu entendre à Montpellier sur une radio libre (privée locale ! pardon) une émission traitant de la liberté d'expression sur les ondes, et bien sûr la Fédération anarchiste était présente. Puis j'ai lu dans l'Indépendant (journal privé local), un pavé des anarchosyndicalistes de Perpignan qui appelaient, eux aussi, à un rassemblement pour le 9 septembre. Je m'y suis rendu et j'y ai appris que Radio-Libertaire réémettait.

Mon pauvre Georges, j'ai bien peur que tu aies du fil à retordre avec ces anars. Tu n'es pas prêt de prendre des vacances, et dire que tu as sacrifié ton mois d'août pour travailler plus tranquillement à Paris. C'est dommage, car il est très agréable de pratiquer le tourisme social dans le Languedoc-Roussillon.

Amitiés

P.S. : ci-joint un cliché qui te fera regretter de ne pas être avec nous !



sommaire

PAGE 2
Activités des groupes F.A.
PAGE 3
En bref
Editorial
Nous avons intercepté
Lourdes : l'eau bénite se trouble
Meeting pour la liberté d'expression
PAGE 4
Ici la F.E.N.... A vous Savary !
Polémique sur les cadres
La C.G.T....
PAGE 5
Deux jours pour Radio-Libertaire
Le racisme par les urnes
P.T.T. : première riposte
PAGE 6
Les occupants-rénovateurs
PAGE 7
La protection sociale en France
PAGE 8
Pages 8 et 9
Infos internationales
PAGE 10
Archives
PAGE 11
Notes de lecture, invités de R.-L.
PAGE 12
L'étatisme post colonial
Le Liban vers le gouffre

Lourdes : l'eau bénite se trouble

SUPER Jean-Paul II a du encore flipper dur cet été, son voyage à Lourdes s'annonçait mal.

En effet, malgré l'imposant déploiement de forces destiné à la protection du très Saint-Père, la première statue du chemin de croix a explosé tout simplement. Le quadrillage militaire de la région, un véritable état de Saint-Siège, n'y a rien fait : le groupe Arrêt-curé a un petit peu aidé Ponce-Pilate à s'envoyer en l'air.

C'en était trop ! Les autorités « Lourdemment » ridiculisées n'allaient pas rester sans réaction, elles réagirent donc et ceci de façon très... « Lourde ». De plus un attentat antinucléaire à Moissac ayant fait moult dégâts une semaine auparavant, les valeureux officiers du S.R.P.J. de Toulouse allaient pouvoir interpellé, fiché, perquisitionner gaiement.

En même temps qu'on déportait une vingtaine d'indépendantistes basques vers Limoges, on interpellait une vingtaine de personnes à Toulouse. A en croire les journaux locaux et la radio, les flics tenaient les coupables car il était évident

que le « milieu anarcho-libertaire » (les journaux insistent jusqu'au pléonasmisme) n'était pas étranger à toutes ces histoires.

Je passe sur les détails des événements qui se sont déroulés selon le scénario classique d'une rafle policière : interpellations, fichage intensif, saccages d'appartements (perquisitions), interrogatoires « bidon », injures etc.

Ce qu'il est important de dénoncer dans cette histoire, c'est la sombre machination politico-policière qui s'est jouée. Pour que Mitterrand et J.-P. II puissent se rencontrer tranquillement il fallait momentanément que la police mette les « coupables » au trou. Des ordres venant de très haut ont été donnés à cet effet.

Trois personnes ont donc été inculpées sur le simple fait qu'on avait trouvé chez l'une d'elle un bout de mèche lente (en vente libre), les deux autres ayant eu la mauvaise idée de passer quelques jours chez la première. Lorsque les « coupables » ont été présentés au parquet, le juge Bellmas leur a dit que leur dossier était vide mais que comme il n'aimait

pas les ennemis de l'Etat, il allait prendre 15 jours de vacances et laisser traîner cette histoire le plus longtemps possible.

Les trois inculpés qui avaient un alibi sérieux n'ont été mis en liberté provisoire que le 7 septembre après environ trois semaines de détention. La collusion entre les pisse-copies de la *Dépêche*, les flics et la justice a été une fois de plus pleine et entière.

Mais on a beau faire, une telle imposture ne peut-être efficace que si elle n'est pas dénoncée. A Toulouse les scénaristes de cette mauvaise pièce de théâtre sont tombés sur un os. En effet une solide campagne de contre-information rondement menée par des anarchistes toulousains (régulièrement entraînés dans la boue par la *Dépêche*) a montré l'imposture. Les journalistes sont même revenus sur leurs affirmations du début. C'est un succès de la contre-information qui, même si l'on a de petits moyens, permet de ne pas laisser impunément les flics et les grattes-papier baver leurs vomissures sur notre compte.

Jérôme
(Gr. Albert-Camus)

Editorial

SI le fracas des propos lénifiants et enjôleurs qui nous est quotidiennement infligé par la politocailerie n'a d'autre but que de nous faire tolérer l'intolérable, la récente prestation télévisée de Mitterrand fut un franc succès !

Pourtant les déclarations dithyrambiques sur « la civilisation de la ville » et les conclusions fracassantes qui sont déduites d'indicateurs économiques à très court terme, et qui à l'échelle des années ne signifient à peu près rien, n'ont pu véritablement dissimuler les options économiques du gouvernement : réduire les charges des entreprises, régler strictement l'évolution des salaires sur l'inflation, et leurs corollaires qui consistent à lier la baisse du chômage à la relance des entreprises et à admettre une baisse certaine de la consommation.

Cette optique fondée sur la « rigueur » et le « réalisme » économique (celui de Mitterrand bien sûr !) met un terme définitif aux espoirs qu'une politique fondée sur la relance de la consommation avaient pu faire naître au début du présent septennat.

A cet égard, le projet de budget pour 1984 est révélateur, qui prévoit, par rapport à 1983, une augmentation des sommes allouées à l'armée (+ 6,6%) nettement supérieures aux dépenses civiles de fonctionnement (+ 5,1 %) et d'équipement (+ 4,8 %).

Cette politique économique a le mérite d'être claire qui soumet la réduction du chômage et la préservation des salaires à la sauvegarde des intérêts des capitalistes et à leur éventuelle bonne volonté en matière de relance : c'est la politique que Barre menait il y a quelques années !

Cette évolution est plus nettement perceptible encore au niveau politique. Il y a de quoi frémir devant les propos tenus par Mitterrand sur l'immigration. Et ce ne sont certainement pas ses déclarations concernant les élections de Dreux ou son hypothétique devoir de « protéger l'emploi des Français » qui pourraient nous rassurer : elles révèlent au contraire le souci du politicien d'ajuster son discours à l'opinion publique quelle qu'elle soit ! Mais ce qui dans les déclarations de Mitterrand résume le mieux la politique socialiste concerne le droit par lui reconnu à « faire fortune » et la notion de « trêve de classes », parce qu'elles apportent une incontestable confirmation à l'analyse anarchiste de la social-démocratie, du réformisme, et de l'Etat qui révèlent une fois encore leurs fonctions sociales : préserver et servir les intérêts de la classe dominante !

Meeting pour la liberté d'expression à la Bourse du travail

MARDI 13 septembre, à l'initiative du Syndicat des correcteurs C.G.T. a eu lieu à l'annexe Eugène Varlin de la Bourse du Travail de Paris un meeting pour la liberté d'expression sur la bande F.M. Les participants étaient : Paris-Ile-de-France, Carbone 14, Radio Vo-Ka, Radio-Libertaire (saisies) et Radio Gilda (dérogée mais solidaire). Le débat devait être retransmis en direct sur Ici et Maintenant.

Premier accroc : la presse reste muette toutes tendances confondues. Deuxième hic : Ici et Maintenant n'est plus à même techniquement de retransmettre les interventions des participants et le débat avec le public. Mais malgré tout et sans oublier le mauvais temps la grande salle de l'annexe Eugène Varlin était pleine.

Comme l'a rappelé l'intervenant du Syndicat des correcteurs C.G.T. il était important qu'un meeting ait lieu à la Bourse du travail, ce lieu de coordination et de réflexion, et dont Pelloutier au début de ce siècle avait si bien exposé l'histoire et les buts. Aujourd'hui ces bâtiments illustrés par les luttes ouvrières sont quelque peu désertés, les problèmes et

les conflits de la société n'y entrent pas assez. Renouant avec les traditions ouvrières l'initiative du Syndicat des correcteurs C.G.T. s'efforçait à sa mesure de remédier à cet état de choses. La première partie du meeting se déroula avec les interventions des cinq radios saisies ou solidaires. Elles exposèrent les raisons de leur combat, illustrant une fois de plus les multiples facettes de l'arbitraire étatique. Suivit un débat avec le public qui au moyen d'un micro baladeur pouvait dialoguer avec les représentants des radios. Nous ne relaterons pas par le menu toutes les interventions mais nous nous bornons à rappeler ce que disait un camarade vers la fin du meeting « l'argent pourrit tout », quand il signalait qu'à son avis seules les radios militantes pouvaient s'appeler libres. Et pourtant que de « radios à fric » ont eu leur dérogation !

Meeting fructueux donc, en prolongements des débats qui ont eu lieu sur Ici et Maintenant et Radio-Libertaire, un jalon de plus pour marquer la détermination de certains à ne pas se taire et à faire respecter la liberté d'expression !

A.P.

Ici la F.E.N.... à vous Savary !

POLÉMIQUE SUR LES CADRES

PLUTOT tranquille, la rentrée ! Chacun s'attendait à des débordements, on guettait les bavures, on comptabilisait les manques de poste, les surlignes, les listes d'attente et... on en reste là. Savary peut souffler, les enseignants aussi sages que leurs élèves ont accepté avec un haussement d'épaule de réendosser la graille scolaire. Pas de bavures en cette rentrée 1983, tout s'est bien déroulé et les enseignants ont accepté la moyenne de 36 élèves dans le secondaire sur Paris, les enfants de 2 à 4 ans non-scolarisés, les non-dédoublements etc. Le S.N.E.S. se contente d'actions académiques, encore faut-il ajouter seulement dans les secteurs où les enseignants ont engagé un mouvement sans attendre les directives syndicales. Pour motiver son refus d'organiser des mouvements de grève académiques, le S.N.E.S. ignore les problèmes de rentrée pour avancer le mot d'ordre d'obtention d'un collectif budgétaire pour le budget 1984. Il est certain qu'il est important pour les syndicats de la F.E.N. d'obtenir quelques rabots de postes pour l'année à venir mais certainement pas dans un cadre gentillet de co-gestion étatique. Se contenter comme l'a fait la direction du S.N.I.-P.E.G.C. lors de son congrès de juillet d'envoyer des télégrammes au ministère ou aux directions des partis de gauche ne suffira pas à faire avancer les revendications en matière d'éducation. Un silence cotonneux entoure cette rentrée qui ne sera rompu ni par les grincements de dents de la F.E.N. ou des usagers de l'école.

Les auxiliaires purement et simplement licenciés, les suppléants non réemployés, les circulaires racistes de Chirac, les actions isolées dans certains collèges et lycées, les écoliers sans instituteur, l'annonce d'un budget d'austérité pour la fonction publique ne représentent pour la F.E.N. que des à-côtés de la rentrée et les abandonne à la vigilance de Savary. Dans l'académie de Versailles le ministère applique à la lettre les directives gouvernementales quant à la législation sur le travail des étrangers. En septembre 200 maîtres auxiliaires étrangers ont été licenciés. Sur Paris près de 60 instituteurs-suppléants restent sur le carreau et ne seront pas payés en septembre. Dans le 12^e arrondissement parisien des directrices d'école maternelles appliquent à la lettre les directives de Chirac et demandent aux parents immigrés leur carte de séjour et de travail afin d'inscrire leur enfant, les stages de formation des 16-18 ans refusent les jeunes immigrés : pas de quoi fouetter un chat dans cette période d'exacerbation du racisme et de xénophobie.

Cette semaine le gouvernement a adopté définitivement le budget 1984. A part le ministère de la Défense qui conserve une enveloppe pluri-annuelle (étonnant non !), tous les ministères sont touchés par l'austérité. Seuls la Culture, la Formation professionnelle et l'Industrie obtiennent une enveloppe budgétaire un peu plus conséquente que l'an passé. Les quelques milliers de postes alloués ne couvriront pas les départs en retraite et on assistera à la valse du redéploiement entre départements, académies ou secteurs professionnels. Les syndicats de l'Education nationale s'opposaient à la rigueur de Beullac et réclament quelques bons points supplémentaires distribués parcimonieusement par Savary-l'austérité. Bonnet blanc et blanc bonnet ! Malgré un sursaut démographique, des postes d'élèves instituteurs seront supprimés, le ministère tend à une politique d'auxiliarisation du corps enseignant. Dans le primaire et la maternelle le problème de la surcharge d'effectifs est lié à celui des locaux (trop vétustes ou pas construits). Le ministère et la F.E.N. en parlent du bout des lèvres sans imposer un plan d'urbanisation scolaire aux régions touchées par un taux de population accru. Savary-la-couleur demeure à l'écoute des tenants de l'école confessionnelle, néanmoins après un an de silence le C.N.A.L. organise fin novembre plusieurs rassemblements régionaux pour réclamer l'abrogation des lois anti-laïques et la création d'un service unique d'éducation.

Autant le ministère que les syndicats enseignants ont fait la preuve au cours de ces deux années de pouvoir socialiste de leur incapacité d'organiser une riposte à la mesure des revendications. Abandonner les rencontres ministérielles quasi perpétuelles aux seules directions syndicales, la laïcité aux mains élastiques des socialistes, l'obtention d'un collectif budgétaire à la hauteur des moyens à l'appareil de la F.E.N. revient à accepter la poursuite d'un syndicalisme à la solde du pouvoir. Il revient aux travailleurs de l'Education nationale de créer un rapport de force favorable, de ne pas accepter une rigueur qu'ils refusaient sous le règne giscardien, de reprendre leur syndicat en main. L'indépendance syndicale revient à faire avancer les revendications sous n'importe quel gouvernement, la F.E.N. depuis deux ans est bien timide en la matière.

D'un simple point de vue syndical les enseignants sont les seuls travailleurs de la fonction publique à n'avoir pas le droit de se réunir sur leur temps de travail comme le prévoyait la loi Auroux. Si les enseignants désirent obtenir un collectif budgétaire, ce n'est pas en larmoyant dans les couloirs ministériels ou du parlement, qu'ils obtiendront satisfaction, mais bien en affinant un outil de classe : le syndicat ; et en l'utilisant. Surtout dans une période où François Mitterrand et derrière lui les partis de gauche qui soutiennent le gouvernement gommant la lutte des classes du programme gouvernemental. La satisfaction des revendications passe par une réappropriation du terrain syndical, une pression sur les négociations et non par un laisser-faire ou laisser-aller quasi général.



LE pouvoir d'achat des cadres a-t-il progressé ? Cette question est au centre de polémiques entre la C.G.C. et la C.F.D.T. Le fait qu'un tel débat apparaisse aujourd'hui n'est pas innocent : il suit directement l'annonce des mesures fiscales pour 1984 qui vont particulièrement toucher les cadres.

Les manipulations chiffrées de la C.G.C.

Lorsqu'elle annonce que le pouvoir d'achat moyen des cadres a diminué de 8,7% depuis dix ans, la C.G.C. se garde bien de dévoiler les dessous de ses calculs. En effet elle compare la situation d'une catégorie sociale qui a fortement évolué puisque, durant ces dix dernières années, le nombre de cadres a doublé. Une telle évolution ne peut pas seulement s'expliquer par le développement des technologies de pointe par rapport aux industries de main-d'œuvre. Il faut dire que la notion même de cadre a évolué. Déqualification du cadre ? Extension terminologique qui amène à considérer comme cadre de simples agents de maîtrise ou des ouvriers hautement qualifiés ? Il y a un peu de tout cela.

De toute évidence, les calculs de la C.G.C. qui ignorent volontairement cette réalité, confinent à la supercherie et à l'intoxication.

Les interprétations de la C.F.D.T.

C'est ce qu'a voulu faire comprendre la C.F.D.T. en publiant d'autres chiffres reposant sur des données différentes. En suivant l'évolution de la carrière d'un « panier » de 1 500 cadres, elle relève une augmentation du pouvoir d'achat net de 18% (toujours sur dix ans) pour les cadres de haut niveau (plus de 25 000 F par mois) et de 12% pour ceux qui gagnent aujourd'hui de 11 000 à 25 000 F. Pour l'ensemble de ces deux

catégories, la hausse du pouvoir d'achat en 1982 serait de 1,8%.

La méthode utilisée permet certainement d'être plus prêt de la réalité qu'avec celle de la C.G.C. Il reste cependant un oubli : prendre en considération l'évolution individualisée des carrières amène à intégrer dans la progression du pouvoir d'achat la progression des revenus liée à l'ancienneté. La C.F.D.T. n'a pas fourni d'explication sur ce point...

Il est particulièrement regrettable que les positions de la C.F.D.T. sur ce problème arrivent à point nommé pour apporter au gouvernement les arguments qui lui font défaut pour faire accepter aux cadres l'augmentation de la pression fiscale.

De plus on évite un débat de fond. Les 1% de salariés qui gagnent plus de 25 000 F par mois et que la C.F.D.T. regroupe sous le terme « cadres de direction » constituent pour l'essentiel cette fameuse couche technocratique qui détient les véritables pouvoirs économiques (P.D.G. des sociétés anonymes, privées ou nationalisées, hauts responsables de la fonction publique, etc...). Les cadres moyens qui sont chargés d'appliquer des décisions qui ne dépendent pas d'eux ne peuvent pas être considérés comme des exploités, ni même des privilégiés. Mais ces hauts cadres aux revenus de P.D.G. ? Ne font-ils pas partie intégrante, malgré leur statut de salariés, de la classe dirigeante qui nous exploite ? L'augmentation importante de leur pouvoir d'achat, plus forte que celle des catégories inférieures, n'en apporte-t-elle pas la preuve ? Voilà une question que les état-majors confédéraux feraient bien de creuser.

Alain Sauvage

La C.G.T. : alors quand est-ce qu'on démarre ?

ON pourrait naïvement demander à Krasucki si de grandes actions revendicatives ne vont pas avoir lieu au lendemain du 19 octobre, date des élections à la Sécurité sociale. Jusque là pas de discours tonitruants, pas de déclarations fracassantes, mais une image sécurisante comme l'affiche confédérale « La Sécu. c'est votre affaire ». Attitude syndicalo-gouvernementale donc, fortement teintée d'électorisme. Pourtant les motifs de « mécontentement et d'inquiétude » ne manquent pas, comme le dit Krasucki dans un dernier numéro du Peuple, il y a pour la rentrée « des objectifs d'action syndicale pour défendre les intérêts des travailleurs et mieux faire avancer les choses ». Pouvoir d'achat, licenciements, impôts et rentrée scolaire, autant de soucis pour les travailleurs quasiment seuls à payer la crise. Pourtant l'analyse du numéro un de la C.G.T. pêche, c'est le moins qu'on puisse dire, par un excès d'optimisme : il faut faire « mieux »

avancer les choses, c'est donc que ça va « bien ».

Ce qui veut dire selon la logique de la centrale de la porte de Montreuil revue et influencée par la place du Colonel Fabien que si un gouvernement de gauche est au pouvoir cela doit aller bien. Car pour les tenants du marxisme toutes tendances confondues le chemin vers le socialisme passe par la prise du pouvoir d'Etat. Tant pis si une fois de plus « on » gère la crise en respectant les intérêts du capitalisme, il ne faut surtout pas le dire et accuser le seul patronat. « Le C.N.P.F. se met en travers du progrès » a écrit Krasucki, c'est vrai, il n'y avait pour l'homme de la rue qu'à entendre et écouter Gattaz à la télé., implorer du gouvernement davantage de facilités pour licencier. Mais Mauroy ne lui a-t-il pas répondu quand il déclarait quelques jours après sur la même chaîne de télévision que le gouvernement n'était pas contre les licenciements ?

A suivre pas à pas une ligne syndicalo-gouvernementale la C.G.T. aurait-elle vraiment « perdu la classe ouvrière » comme le disait Georgette Vacher, responsable de l'U.D. du Rhône qui s'est suicidée il y a deux ans ?

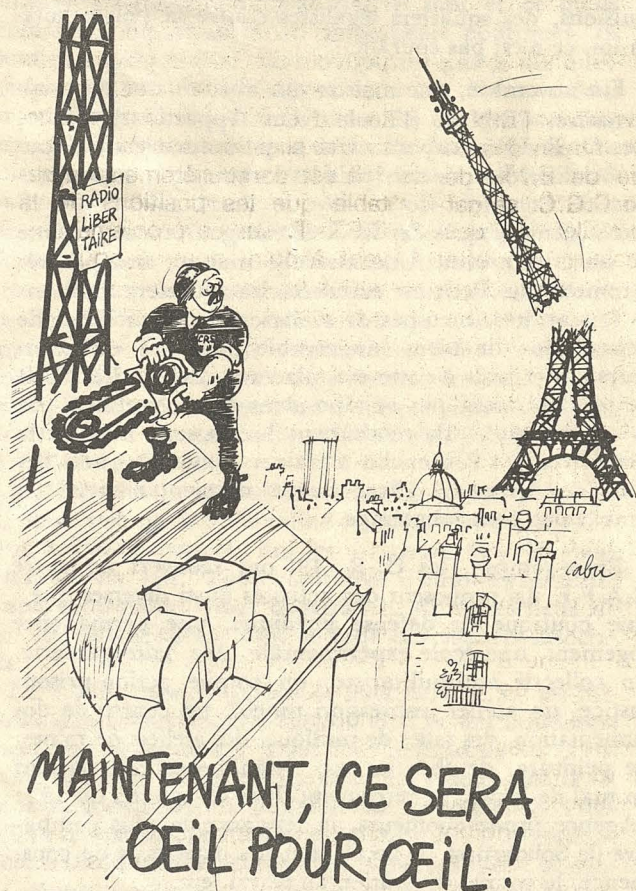
En attendant il faut bien lutter dans sa boîte, défendre les acquis, développer la lutte des classes. Choses que la C.G.T. a toujours su faire sur le terrain. Va-t-elle maintenant préconiser la formation tous azimuts de coopératives pour résoudre le problème de l'emploi ?

S'il faut trouver quelque chose pour que les travailleurs se trouvent partie prenante de l'action syndicale il faut tout simplement se battre contre le patronat et contre l'Etat. C'est sur la base de leurs intérêts propres que les travailleurs trouveront le chemin vers le socialisme.

J.-P. Germain

Thyde

DEUX JOURS POUR RADIO LIBERTAIRE



COMME nous vous l'avions indiqué en première page du Monde libertaire n° 495, l'été non seulement risquait d'être « chaud » pour les radios libres, mais constituait au yeux des pouvoirs publics la période idéale pour faire preuve de fermeté à moindre frais, c'est-à-dire intervenir *manu militari* sans éveiller les soupçons d'une opinion publique ne comprenant pas toujours toutes les finesses de la dialectique gouvernementale en matière d'expression.

Les choses furent menées rondement et la « saisie-saccage » de notre matériel d'émission ne constitua nullement un acte isolé de la part de la gent policière puisqu'au total plus de quinze stations furent vouées au même sort que Radio-Libertaire. La bande F.M. ainsi « nettoyée », il appartenait donc aux stations dérogées de rejoindre les fréquences attribuées par le ministère et, aussi pitoyable que cela puisse paraître, de nombreuses radios « glissèrent » ainsi sur la bande devenant du même coup aux yeux des pouvoirs publics « d'authentiques radios locales privées ».

Il s'agissait alors pour Radio-Libertaire d'engager simultanément deux types d'action : d'une part avec l'appui de ses auditeurs tout faire pour mobiliser l'opinion publique en faveur de la liberté d'expression sur la bande F.M., d'autre part procéder le plus rapidement possible au rééquipement de notre studio afin d'émettre à nouveau dans les plus brefs délais. On se souvient encore très bien que le premier type d'action se concrétisa par la tenue d'une manifestation regroupant de nombreux exclus de la bande F.M. ainsi que plusieurs milliers de personnes, manifestation au cours de laquelle la première réémission de R.L. fut réalisée. Antérieurement à ce redémarrage officiel de la station, l'équipe technique de R.L. dut réaliser une remise en ordre générale du studio s'accompagnant de l'installation d'un émetteur de remplacement ne dérivant, malheureusement, qu'une puissance bien inférieure à celle auquel s'étaient habitués nos auditeurs.

Quoi qu'il en soit, malgré les difficultés de tous ordres, R.L. est bien présente sur 89,5 MHz et qu'il nous soit permis encore une fois de souligner le grand mouvement de solidarité qu'a déclenché la répression sur

la bande F.M. Outre les associations, groupements s'exprimant régulièrement sur nos ondes, c'est un nombre important d'auditeurs qui par les moyens les plus divers, individuellement ou collectivement se sont mobilisés pour la défense de notre station. Relevons notamment à ce sujet l'intervention de la confédération F.O., de nombreuses sections syndicales et syndicats. Parmi ceux-ci le Syndicat des correcteurs C.G.T. qui le 13 septembre organisa avec succès un meeting à la Bourse du Travail de Paris, réunion au cours de laquelle plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur attachement aux radios non dérogées. On lira à ce sujet dans ces colonnes le compte-rendu de cette manifestation.

Quels sont à présent les objectifs de Radio-Libertaire ?

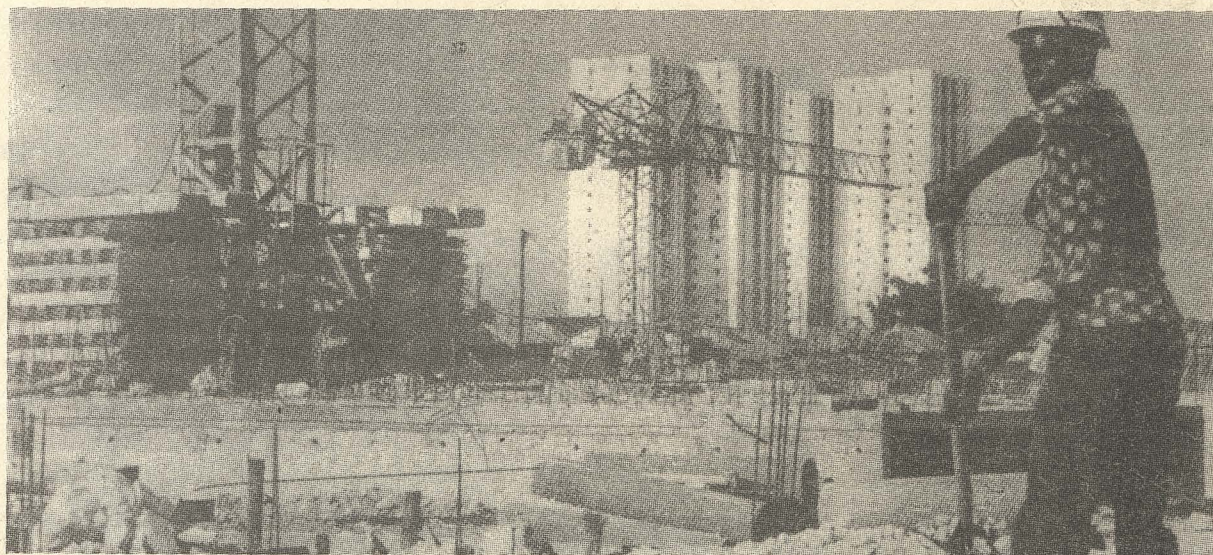
• Dans un premier temps rétablir complètement — si cela n'est pas encore fait — notre grille de programmes, et se doter d'une puissance d'émission égale à celle d'avant la saisie.

• Secondement préparer une grande manifestation culturelle en soutien à Radio-Libertaire qui nous permettra de faire participer à l'espace B.A.S.F. (métro : Ballard) tous nos auditeurs à deux journées d'animation au cours desquelles de nombreux artistes, personnalités diverses apporteront leur collaboration et soutien à R.L. Dors et déjà nous pouvons compter sur la collaboration des chanteurs suivants : Gilbert Laffaille, Hedris Londo, Jacques Florencie, Paul Castagnier, Gilles Langoureau, Eglin et Robin, Christian Camerlinck, Xavier Lacouture, Louis Capart, Max-Roy Carouge, France Valmore, Font et Val, Gil Cerisay, Alain Aurenche, Pierre Halarambon, Paco Ibanez, Gilles Servat, etc.

On le comprendra aisément, cet objectif qui requiert la participation et la solidarité d'un grand nombre de compagnons, d'artistes et d'auditeurs n'ira pas sans poser de nombreuses difficultés. Mais fort de la confiance de tous, nous saurons au cours des jours à venir tout mettre en œuvre pour assurer la réussite de cette manifestation.

Le secrétariat de Radio-Libertaire

LE RACISME PAR LES URNES



D'ES Pays-Bas en passant par cette « bonne ville de Dreux » il semble que face à la mauvaise conjoncture économique la tolérance des uns, la résignation des autres laissent la place à la résurgence des vieux démons que sont la xénophobie et le racisme. L'élection d'un fasciste au parlement néerlandais, l'entrée dans une municipalité française de l'extrême droite, celle des milices et des baignoires, voilà qui nous ramène brutalement de nombreuses années en arrière.

Bien sûr dans les deux cas la règle démocratique a été respectée. La liberté d'expression ou du moins sous sa forme aseptisée, la seule qui convienne à la bourgeoisie libérale, a présidé au choix des citoyens ! Et la grande majorité de ceux qui protestent en ce moment contre ce que peut avoir de choquant de telles élections, remettent en question, sans vraiment le savoir, la loi du plus

grand nombre quand celle-ci vient nous rappeler cruellement que la bêtise, la peur de la différence peut générer les pires comportements : ceux qui s'attaquent à la liberté et à la dignité des personnes.

Les électeurs qui ont protesté dimanche soir à Dreux et dont certains ont même jeté des projectiles sur la mairie et les forces de l'ordre sentent bien confusément que quelque chose est pourri au « royaume » de la démocratie et que ce que l'on appelle le pouvoir du peuple même s'il repose sur la majorité des suffrages représente toujours une forme d'organisation de la société incompatible avec le plein épanouissement et la dignité des personnes. Peut-être prennent-ils conscience que face au danger du totalitarisme, l'héritage démocratique de la 3^e république avec ses lois sur les libertés, ne permet nullement au corps social dans sa totalité, dans sa complexité de

s'exprimer pleinement et que ce qu'ils ont toujours appelé liberté n'est pas, loin s'en faut, le garde fou pouvant nous préserver du retour des chemises brunes.

Jean-Pierre Stirbois vient de le démontrer. Lui et sa bande d'apprentis tortionnaires se proposent de faire régner à Dreux un ordre très spécial. Il compte bien pour cela appliquer les lois de la république ! Allons messieurs les démocrates, les éternels « défenseurs » des libertés retrouvez donc vos manches ! Il est encore temps. La véritable leçon que vous ne tirez jamais de ces événements ne vous interdit pas de vous dresser face à cet ordre nouveau pour faire taire, avec les anarchistes, même si cette alliance vous donne la nausée, cette bande de loups qu'il convient de ramener à la raison !

Régis

P.T.T.

PREMIERES RIPOSTES

A UNE REFORME D'ENVERGURE

LES premiers débrayages annoncés dans quelques centres de tri parisiens (P.L.M. et Montparnasse notamment) ne seront-ils qu'un feu de paille ? Rien n'est moins sûr quand on connaît l'ampleur de la réforme en cours qui va toucher tous les secteurs de la poste.

La réforme de l'acheminement du courrier en cours ne vise pas à améliorer le service public, mais à réaliser des économies de tous ordres. L'augmentation de l'écart tarifaire entre les plis urgents et les plis non-urgents n'a pas pour but d'améliorer la rapidité d'acheminement du courrier urgent en diminuant sa quantité, puisque ce transfert d'une partie importante de l'urgent vers le non-urgent va s'accompagner d'un transfert équivalent d'emploi des services de nuit vers les services de jour.

Outre les indemnités d'heures de nuit (au taux d'ailleurs dérisoire), l'administration va réaliser de substantielles économies en revenant sur de nombreux droits acquis. En premier lieu, la fermeture des centres de tri la nuit du samedi au dimanche, ainsi que les nuits veilles de jours fériés, va permettre de supprimer les jours de repos compensateurs qui, additionnés tout au long de l'année, donnent pratiquement un deuxième mois de congés.

Les travailleurs des centres de tri considèrent à juste titre, que la pénibilité particulière du travail de nuit justifie ce type d'avantages. Or l'administration n'offre en compensation que la réduction

du temps de travail à 32 heures hebdomadaires (contre 35 heures actuellement et 30 heures revendiquées) ; une réduction d'ailleurs plus que douteuse, compte-tenu des suppressions d'emplois envisagées.

Enfin les conséquences de cette réforme vont affecter également toute la chaîne d'acheminement, jusqu'à la distribution du courrier par le préposé. Dans tous les services de jour, l'administration « offre » les 37 heures pour faire avaler la réforme. Mais en aucun cas, là non plus, les réductions d'horaires ne devront entraîner de créations d'emplois, ce qui signifie en clair une augmentation de la charge de travail répartie sur un temps plus court. Nous voilà revenus à la fameuse « chasse aux temps morts » qui devrait toucher également les guichets des bureaux de poste. Sans qu'il soit possible aujourd'hui de donner les détails d'une réforme qui n'entrera en application que dans le courant du dernier trimestre, on sait d'ores et déjà que l'administration envisage de moduler les horaires d'ouverture des bureaux en fonction des réalités locales, ainsi que le nombre de guichets ouverts en fonction des tranches horaires.

C'est une singulière conception du développement du service public !

Pour toutes ces raisons, il est probable que les mouvements de grève dans les P.T.T. n'en soient qu'à leurs débuts.

Alain Sauvage

Ainsi squatt-ils

LES OCCUPANTS RÉNOVATEURS

CENT soixante cinq mille logements vides à Paris soit 13% des logements de la capitale d'un côté. Des milliers d'appartements surpeuplés, vétustes, hors de prix, des listes d'attente interminables aux H.L.M., sans compter tous ceux qui ne trouvent rien à louer de l'autre côté.

« Aujourd'hui, face à la crise, les locataires à faibles revenus n'ont que deux solutions : la grève des loyers ou l'occupation de maisons vides », disent les occupants-rénovateurs du 19^e. Les occupants-rénovateurs ne sont pas des squatters « comme les autres ». Refusant d'être marginalisés par l'image peu flatteuse des squatts véhiculée par la grande presse (et par certains squatters), ils ont lancé un mouvement d'occupation des logements vides dans le 19^e arrondissement de Paris, qui va se développant, malgré la répression très dure qu'ils connaissent de nouveau depuis quelques mois.

Pourquoi occupants-rénovateurs plutôt que squatters ? Parce que pour eux, le squatt ne doit pas être un lieu de passage, mais une façon de se réapproprier l'espace urbain. « Si nous occupons une maison, c'est pour y vivre vraiment. C'est pourquoi nous la rénovons ! » disent-ils.

A l'heure où les populations les plus défavorisées de Paris sont déportées vers les banlieues et que Chirac veut faire de la capitale une véritable vitrine, un tel mouvement est là à point nommé.

C'est en septembre 1981 que le premier squatt des occupants-rénovateurs est ouvert dans le 19^e. « Nous appartenons à une catégorie de jeunes qui refusent d'être déportés en banlieue ou de s'entasser dans une chambre de bonne. Nous redonnons donc vie à des locaux inoccupés et nous les animons. En somme, nous ne faisons que suivre les recommandations du rapport Swartz commandé par le Président de la République. » Ce rapport parle entre autres de « mise à la disposition des

jeunes de lieux de taille réduite susceptibles de devenir des lieux de rencontres et d'actions communs ».

Avant de lancer leur mouvement, ils ont étudié les différentes pratiques de squatt en France et à l'étranger (Berlin, Amsterdam) et ont cherché le moyen d'éviter la ghettoïsation habituelle de ce genre d'expérience.

La caractéristique principale des occupants-rénovateurs du 19^e a donc toujours été leur volonté d'ouverture du squatt sur le quartier. Dès le début, ils se sont attachés à apparaître au grand jour, en se faisant connaître par affiches, tracts, expos, fêtes, etc... dans le 19^e, et se sont livrés à un vaste travail de contre-information face aux campagnes de presse violemment anti-squatts. Souvenez-vous de l'amalgame « squatters-terroristes » de Mrs Defferre et Franceschi ! Cette volonté d'ouverture s'est concrétisée par la mise en place d'une « permanence logement » dans une des maisons occupées, et surtout par l'ouverture d'un Café, géré par un collectif, qui est vite devenu un lieu de rencontres et de débats mis à la disposition de tous ceux qui avaient quelque chose à communiquer. Ainsi au C.A.F.E. (Centre d'Animation et de Fonction Evolutive) étaient organisés tous les samedis : spectacles, concerts, expos, etc.

En octobre 1982, après trois tentatives ratées, les flics procèdent (en parfaite illégalité puisqu'aucune procédure d'expulsion n'était engagée) à la destruction du C.A.F.E., devenu un véritable symbole. Les O.-R 19^e sautent sur cette occasion pour riposter de façon spectaculaire, en utilisant au maximum les médias : occupation du siège de la R.I.V.P. (Régie immobilière de la ville de Paris), conférence de presse dans les locaux du C.R.E.S.P.U. (société immobilière bidon mise en cause par *Libération* dans une enquête sur les magouilles de la mairie de Paris), manif-spectacle à la Préfecture, et évidemment agitation dans le 19^e... La plupart des articles de presse furent favorables aux O.-R 19^e.

Ils entament une lutte juridique pour contrer les expulsions, des squatters légalistes contre la police hors-la-loi, ce n'est pas courant !

Fin novembre, une maison qui abritait une école alternative, l'E.N.A. (l'Ecole Nous Appartient) tombe. Les O.-R 19^e occupent alors la permanence du député socialiste du quartier, puis les locaux de la sous-direction du logement de la ville de Paris. Devant les ripostes systématiques des O.-R 19^e, le gouvernement tente de les criminaliser. Une nouvelle maison, occupée récemment rue Petit est expulsée, les squatters sont cette fois arrêtés, inculpés de violation de domicile et de dégradation de biens (un comble pour des « rénovateurs » !) et trois d'entre-eux placés au dépôt. Les O.-R ne se démontent pas et répondent à la répression par la surenchère... Ils réoccupent la maison, mais cette fois à trente ! Peu enclin à trainer trente squatters devant un tribunal, l'Etat baisse momentanément les bras... pas pour longtemps.

Entre-temps, les O.-R. 19^e ont réouvert un autre C.A.F.E. Ils proposent des activités aussi diverses que : une boutique de défense juridique, une permanence logement, une école expérimentale, une halte-garderie, un collectif anti-militariste, un comité action-prison-justice, un atelier impression ronéo., un centre de documentation, des salles de musique, des ateliers de mime, de peinture, de théâtre, etc. Nombreuses associations en mal de locaux se retrouvent dans les squatts du 19^e : l'Agence presse-chômeurs, la tendance la plus combative de Solidarnosc, le Secrétariat des objecteurs de conscience, le comité de soutien au Coral, etc.

En 1983, les O.-R. 19^e décident de présenter une liste aux élections municipales avec le groupe écologiste du 19^e (groupe indépendant des « organisations » écologistes). Pourquoi se présenter ? Pour les O.-R., ce n'est qu'un moyen de plus de se faire connaître et

RIPOSTE !

PENDANT que des millions de gens étaient partis en vacances, le mois d'août fût un excellent moment pour remettre bon ordre dans la capitale. Une coalition avait dû se faire entre chiraquiens et sociaux. A tour de bras, ils ont bafoué la liberté d'expression, ils ont tué des vies associatives sur le 19^e ; ils ont cassé, interdit, matraqué, expulsé, vérifié les identités, interdit les diffusions de tracts, les collages, etc.

Parmi tout ce flot de merde, les occupants-rénovateurs ont réouvert un café, un lieu de rencontre sympa qui favorise les contacts avec les occupants.

Toutes les bonnes volontés qui se sentent responsabilisées par la vie de quartier dans le 19^e et par tout projet de vie associative seront les bienvenues au Café tous les samedis à partir de 19 heures :

120, rue de Crimée
75019 Paris
Tel. 245.60.15.

Permanence des occupants-rénovateurs dans la semaine
Le Calva - 38, rue de l'Ourq
75019 Paris Tel. 203.70.34.

Roland (Gr. P.-Besnard)



Photo F. Miquel.

DU 19^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

de profiter du cirque électoral pour expliquer à la population de l'arrondissement qui ils sont et ce qu'ils veulent : « Ni notables, ni permanents politiques, ni candidats parachutés, nous n'aspérons pas à un quelconque pouvoir sur les habitants du 19^e. Nous voulons au contraire promouvoir la prise en charge par chaque individu des problèmes collectifs. La commune ne doit plus être accaparée par les technocrates et les affairistes. La ville est à nous, prenons-la ! Nous ne voulons plus d'une ville réservée aux privilégiés ! » Anarchistes nous ne pouvons qu'être d'accord avec ces positions ! Il n'en reste pas moins que nous ne considérons pas les campagnes électorales comme une arme adéquate pour remuer la population. Cette participation aux élections permet de constater en tout cas que les O.-R. 19^e représentent une force politique au niveau local, et que désormais il va falloir compter avec eux (4,7 % des suffrages).

Malgré cela la répression recommence de plus belle, après une période de calme relatif... Cette fois, l'Etat veut mettre le paquet, fini les « à-peu-près », le choix socialiste est fait. Toute tentative d'auto-organisation « non contrôlable » doit disparaître. Après les lieux de vie, les radios libres, c'est le tour des squatts associatifs.

Le 2 août, une vingtaine de cars de C.R.S., les brigades d'intervention, des flics en civil et des bulldozers encerclent et expulsent à coup de matraques les occupants du 182-184 rue de Crimée. La riposte des O.-R. est à la mesure de la brutalité de la police, ils s'installent le lendemain dans la mairie du 19^e, d'où ils sont violemment chassés par les C.R.S. Ils occupent le centre d'architecture de la ville de Paris, ils manifestent sur le canal de l'Ourq à bord d'un radeau « emprunté » sur un chantier, obligeant la brigade fluviale à intervenir ; ils tiennent une conférence de presse devant l'hôtel Hilton, ils organisent tous les mardis et tous les samedis des campings sauvages devant le squatt détruit

pour informer la population... Enfin, pour démontrer qu'ils n'ont pas du tout l'intention de se soumettre, ils réouvrent un nouveau café (voir article *Riposte*). On en est là aujourd'hui...

Les O.-R. 19^e sont passés maîtres dans l'art de la guérilla juridique : « notre force, ce n'est pas pendant l'expulsion, mais avant ! » disent-ils. En effet, à force d'être régulièrement confrontés à l'appareil judiciaire ils ont appris à le connaître et leur efficacité tient au fait qu'ils ont su utiliser toutes les failles juridiques de la Justice pour obtenir un « effet de boomerang ». Les flics ne se pointent plus comme ça dans les maisons depuis que nous portons plainte pour expulsion illégale !

D'occupants « sans droit ni titre » ils sont devenus « occupants sans titre, mais avec droits ! » d'où la nécessité pour le gouvernement d'utiliser la violence pour s'en débarrasser... On peut parier qu'il n'est pas au bout de ses peines !

Ainsi, les squatts abritant à la fois des personnes et des associations, les procédures sont très longues (jusqu'à un an et demi).

Les O.-R. 19^e ont également lancé une campagne pour la réquisition des logements inoccupés par la Préfecture en faveur des mal logés.

Si les problèmes de logements sont leur principal thème de combat, les O.-R. 19^e sont investis dans de nombreuses autres luttes... Ainsi, ils ont participé à la campagne pour la libération des inculpés du Coral, notamment avec le C.A.P.J. (Comité d'action prison justice) dont les locaux sont dans l'un des squatts. L'anti-militarisme également, tant la campagne pour l'objection de conscience que pour les insoumis totaux. Ainsi, lors de l'arrestation de « Pierrick » l'un des O.-R. et insoumis total, une manifestation a eu lieu sur les Champs-Élysées avec pour slogan « Non aux uniformes ! ». Elle a duré dix minutes, vu que les participants, en toute logique étaient à poil... Toute la presse en a par-

lé ! De plus des appels à l'insoumission ont été lancés dans des casernes parisiennes. Les O.-R. 19^e ont également soutenu Radio-Libertaire et les autres radios saisies.

Donc, pour les occupants-rénovateurs, squatter n'est pas et ne sera jamais une fin en soi. Mais c'est déjà faire la démonstration de se prendre en charge individuellement et collectivement... C'est ça qui fait peur et c'est pour cette raison que la répression est si dure ! Il y a fort à parier que si les O.-R. 19^e s'abstenaient de faire des actions, de la propagande, s'ils restaient tranquillement dans leur squatts au lieu d'inciter les gens à suivre leur « exemple », l'Etat les ignorerait...

Ce n'est pas le cas. Eux qui rêvent d'un vaste mouvement des squatts vont connaître, certainement très bientôt, les expulsions, les matraques, les procès, etc. Comme si cela était possible d'empêcher par la force des gens qui ont décidé, ensemble, de lutter au quotidien, de prendre leur vie en main !

Pour ceux qui désirent en savoir plus sur les squatts :

- « Les squatts » : dossier d'*Avis de Recherche* n°3. De Georges Cochon, squatter anarchiste en 1913 aux occupants-rénovateurs du 19^e.

- « No man's land », des Vilins à Cascades : bilan critique.

Bilan d'une expérience différente, celle de l'usine occupée des Cascades dans le 20^e, où des concerts (les auditeurs de « Trisomie 21 » sur Radio-Libertaire connaissent bien !) et des expos. eurent lieu pendant deux ans.

- « Désobéissance civile et luttes autonomes » coll. Autrement où une partie importante est réservée aux squatts.
- Prochainement, *I.R.L.* va faire paraître une interview des occupants-rénovateurs.

Toutes ces publications sont en vente à la Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris. GIL (Groupe Libertad)

LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS ?

INSTITUÉE en octobre 1945, la Sécurité sociale fut remaniée maintes fois sous la pression du patronat et « grâce » aux faiblesses des revendications syndicales. Ses principes premiers furent bafoués les uns après les autres :

- le régime unique devait couvrir tous les risques (maladie, vieillesse, famille, chômage) et s'étendre à toute la population. En fait les risques ne sont couverts que partiellement (d'où l'obligation de recourir aux mutuelles complémentaires), le chômage n'y est pas inclus et une grande partie de la population restera en dehors du régime général : professions agricoles et libérales, artisans, commerçants et population bénéficiant de régimes particuliers : S.N.C.F., mines...

- le financement devait être assuré par des cotisations prélevées sur une partie de la plus-value. Le patronat, à la suite du rapport Pikety en 1965, fait une distinction entre cotisations patronales et cotisations salariales. Peu à peu, le prélèvement des cotisations s'est donc effectué sur le salaire lui-même et non plus sur

la plus-value, ce qui entraîne une diminution indirecte des salaires pour laisser intacts les bénéfices patronaux.

- quant à la gestion des caisses par les représentants élus des travailleurs(les), les ordonnances de 1967 ont ramené la parité de 75/25, favorable aux salariés, à 50/50 et nous savons trop bien ce que veut dire paritarisme pour le patronat, lui qui sait si bien accepter la collaboration des syndicats cadres et autres (...). Et de ce fait, le patronat s'appropriera la gestion des caisses. D'autant plus que les décrets de 1972 donnent un droit de veto à l'Etat ; et voilà le patronat relayé par l'Etat ! On sait bien que le tandem patrons-Etat fonctionne à merveille pour retirer tout rôle de gestion directe aux travailleurs(les) dans la Sécurité sociale comme partout ailleurs.

Aujourd'hui, l'utilisation des fonds, le financement et la gestion des organismes de protection sociale, organismes cependant financés par les cotisations sociales (parties de salaire non versées directement), échappent totalement aux sala-

riés.

Quelles revendications présentent les confédérations syndicales pour les prochaines élections du 19 octobre 1983 ?

Elles cherchent avant tout à évaluer leur représentativité et non pas à mettre en avant des propositions visant à régler les problèmes de fond de la Sécurité sociale.

- Ne faut-il pas poser le problème de la tutelle de l'Etat et de la présence des patrons dans les caisses ? Faut-il continuer à admettre que le gouvernement fixe taux de cotisation et barème de remboursement ?

- Ne faut-il pas présenter d'autres modalités de désignation des représentants et leur attribuer un rôle réel ? Par là même, les salariés(ées) pourraient assurer un contrôle sur les affectations et les utilisations des fonds ?

- Ne peut-on revoir le problème de l'industrie et de la distribution pharmaceutique comme celui de l'industrie biomédicale ou de la médecine libérale ? C'est à dire revoir le problème du secteur privé lucratif qui ponctionne ses petits profits sur les fonds de la Sécurité sociale.

rité sociale.

- Ne faut-il pas dénoncer l'idée de fiscalité directe préconisée par certains, qui nous mène tout droit sur le chemin de l'étatisation et de ses conséquences ?...

- Quels moyens peut-on mettre en œuvre pour imposer le paiement des dettes patronales et pour éviter la fraude dans les déclarations à l'U.R.S.S.A.F. ?

- Ne peut-on faire sauter le plafonnement ?

- Que veut dire le maintien des régimes particuliers alors qu'ils sont compensés depuis 1974 ?

- Ne faut-il pas être vigilant face à la réintroduction de la distinction entre médecine de riches et médecine de pauvres en luttant contre les diminutions des prestations délivrées (l'assurance maladie n'étant couverte qu'à 70% par la Sécurité sociale par exemple) et en empêchant l'installation d'un système de protection individuel dans lequel chaque individu contracte le niveau de protection qu'il peut se permettre ?

- Ne pourrait-on pas réfléchir au rôle des allocations familiales qui contribuent à main-

tenir l'exploitation des femmes au travers de leur rôle maternel ?

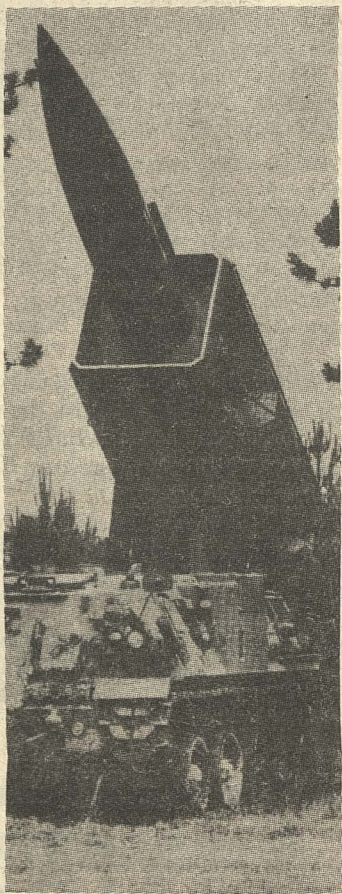
- Ne faut-il pas gérer les caisses de retraite autrement qu'en appliquant les mêmes injustices hiérarchiques que celles du salariat ?

- Et que veut dire le plan d'austérité appliqué à la Santé ?

Voilà ce que pourrait-être quelques-uns des enjeux des élections du 19 octobre si les organisations syndicales avaient le souci de défendre les intérêts des travailleurs(les). Les assurés sociaux doivent se réapproprier la Sécurité sociale en y introduisant de profonds changements et en contrôlant activement sa gestion, son financement et l'utilisation de ses fonds, premier pas dans la gestion directe des fonds sociaux.

À la Sécurité sociale comme ailleurs, les travailleurs(les) doivent être les seuls à avoir la maîtrise des outils de production, des outils de distribution, des outils de protection sociale.

R.F.A. LE REMOUS PACIFISTE



L' AUTOMNE sera chaud en Allemagne. C'est du moins ce que nous promettent les pacifistes qui se préparent à affronter l'ultimatum de la double décision de l'O.T.A.N. Si d'ici là, aucun accord n'est signé à Genève entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. sur la limitation des « S.S. 20 » en Europe, l'O.T.A.N. déploiera ses « Cruise-missiles » et ses « Pershing II ». (1)

Cette bataille stratégique qui oppose les deux grandes puissances du monde a fait naître en R.F.A. un grand mouvement pacifiste qui se veut « apolitique » et partisan de la paix à tout prix ! (2)

Depuis plusieurs mois des actions sont menées sur tout le territoire (jeûnes, blocages de camps militaires, désobéissance civile...). Le 21 octobre marquera une nouvelle étape dans le défi pacifiste : plus de 150 000 manifestants sont attendus pour former une « chaîne humaine » qui sur 100 Km reliera Stuttgart à Neu-Ulm où devrait être installé le P.C. des « Pershing II » en cas de déploiement de ces armes.

Un peu d'histoire

On peut s'interroger sur l'ampleur de ce rassemblement. L'explication est simple : il s'agit d'un agglomérat hétéroclite dont l'origine remonte au premier mouvement écologiste antinucléaire civil qui par la suite s'est transformé en mouvement pacifiste. On y retrouve des syndicalistes, des militants du S.P.D., des jeunes chrétiennes, des membres du Parti Communiste, des « Verts », des intellectuels de gauche, des milliers de gens traumatisés par l'holocauste nucléaire. Ça grouille, ça s'active. On en parle dans les médias. Le mouvement se fait une auréole et c'est peu dire lorsque l'on sait que les 21 et 22 octobre risquent de marquer la plus grande manifestation non-violente dans l'histoire de la R.F.A.

Les soldats du Christ

En effet, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que le mouvement est fortement encadré par les chrétiens qui veulent faire de l'action non-violente, par le corps et par l'esprit selon les préceptes de Gandhi, la panacée. A Mutlangen, petit village souabe où sont stationnés depuis quinze ans les « Pershing I », une jeune femme a voulu s'immoler par le feu pour protester contre le surarmement. Des techniques de résistance passive (ex. : bander ses muscles pour manifester sa mauvaise volonté en cas de déménagement par les flics lors de sit-in ou de blocages) sont enseignés dans les « camps de la paix ». C'est un véritable entraînement psychologique doublé d'une discipline para-militaire. Ces camps de la paix rappellent étrangement des camps de scouts.

Les « Verts » et les autres partis aux aguets

Il serait faux de prétendre que les chrétiens occupent seuls le terrain. Les « Verts » aussi veillent au grain. N'est-ce pas ce mouvement hétéroclite qui leur a ouvert la porte du Parlement ? (3) De plus, ils misent sur des alliances avec le S.P.D. — l'opposition actuelle — pour la campagne contre l'introduction d'une carte d'identité magnétique.

Rappelons que la double décision de l'O.T.A.N. trouve son origine dans l'ancien gouvernement Schmidt. En 1977-1978, le chancelier Schmidt avait demandé à Carter de réagir face au surarmement soviétique en « Backfire » et « S.S. 20 ». Le gouvernement américain a donc posé cet ultimatum lié à une offre de négociations et adopté le 12 décembre 1979 par le Conseil de l'O.T.A.N. Aujourd'hui, le S.P.D. a changé le fusil d'épaule et souhaite repousser de six mois la date fatidique du 15 novembre 1983. C'est ce que l'on appelle reculer pour mieux sauter, mais aussi pour mieux gruger l'électorat potentiel (4).

De son côté, Franz-Josef Strauss, ministre-président de la Bavière, chef de file des chrétiens-sociaux, tire son épingle du jeu en demandant un droit de regard, voir un droit de veto sur l'emploi éventuel de la force américaine à partir du sol allemand. Encore une manière de reculer l'échéance.

Mais que fait la police ?

Elle, pendant ce temps, s'entraîne à la répression. Six équipes de cadres militaires ont été envoyées par le ministère de la Défense dans les casernes pour diriger des séminaires sur « les grandes lignes de la politique de sécurité en R.F.A. et les nécessités des mesures de défense ». Bref, quelque 3 000 chefs d'unités et commandants de bataillons vont être formés à affronter les manifestants. Et les caisses de l'Etat ne s'en portent pas plus mal, puisque un « déménagement » par la police peut coûter de 40 à 200 D.M. (120 à 600 F) d'amende.

Conclusion

Il n'y a pas de doute, l'automne sera chaud, mais le 15 novembre les Etats resteront intransigeants. Le déploiement aura lieu, peut-être sous une forme restreinte, car il fait partie d'un mécanisme souvent répété dans l'Histoire : la volonté d'hégémonie propre à chaque Etat avec toutes les atrocités que cela entraîne.

Martine
Liaison Bas-Rhin

(1) Les « Pershing II », au nombre de cent huit, seront exclusivement installés en R.F.A. et les missiles « Cruise » sur plusieurs pays européens (Italie, Grande-Bretagne, Pays-Bas et Belgique) et ce pour répondre à la menace des trois cent cinquante missiles « S.S. 20 » soviétiques dont la portée est de 3 500 à 5 000 kilomètres.

(2) « Lieber rot als tot ! », soit « Plutôt rouge que mort ! »

(3) Le Parlement allemand compte vingt-huit députés « verts » soutenus par une fraction du S.P.D. Ils ont demandé en juin dernier un référendum pour ou contre les euromissiles. Ils sont fortement appuyés par les églises protestantes et les syndicats dont l'I.G.-Metall et les typographes de l'I.G.-Druck qui envisagent la grève générale pour empêcher le déploiement.

(4) Ce revirement est purement tactique. Schmidt est relégué à l'arrière-garde et Willy Brandt, vieux singe du S.P.D., conduit avec diplomatie la tactique actuelle du S.P.D. qui, comme n'importe quel parti, tente de récupérer la situation. Car les sociaux-démocrates, apparemment hostiles au déploiement des fusées, cherchent cependant un compromis pour dire « oui » aux euromissiles. Leur solution : réduction des « S.S. 20 » à soixante-quinze, pas de « Pershing II » en R.F.A., mais déploiement de soixante-quinze missiles « Cruise ».

ITALIE

L'O.T.A.N. construira sa base militaire

A PRES deux ans d'efforts de sensibilisation de la population de Comiso et de ses environs, les Ligues autogérées voulaient faire culminer leur action antimilitariste par l'occupation de la base de missiles de l'O.T.A.N. à Comiso.

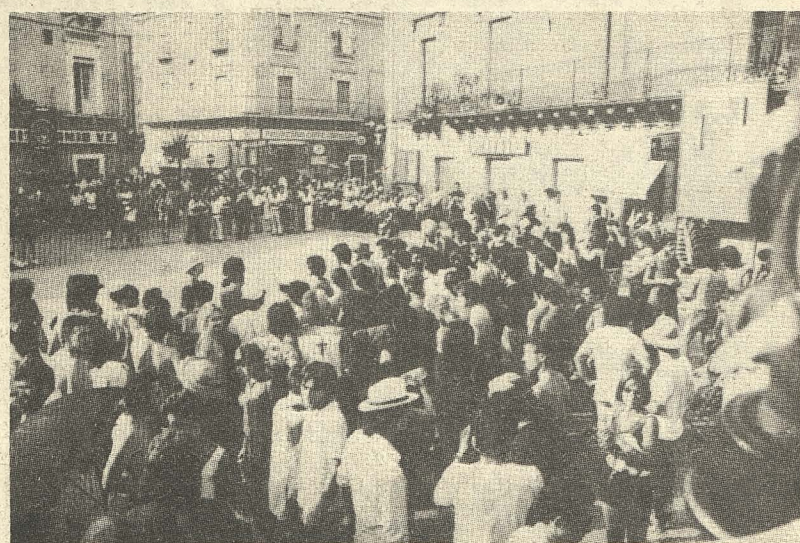
On sait que Comiso est un enjeu de taille internationale et que c'est la première tentative de déploiement des missiles « Cruise » en Europe (voir le M.-L. n° 486). Les compagnons anarchistes qui ont créé les Ligues autogérées ressentent bien l'importance de cette implantation et ont décidé de constituer cette coordination spécifique. Leur but était, bien évidemment, d'empêcher la construction de la base, et cela, avec le concours de l'ensemble de la population. L'accent était mis sur l'emploi de méthodes libertaires de lutte : contre-information, contacts permanents avec les habitants, action directe, etc. Cette façon de procéder et le contenu antimilitariste de cette lutte ne pouvaient être que sympathiques au mouvement anarchiste italien et international.

Après de nombreux appels dans la presse libertaire, l'occupation de la base était décidée

pour le week-end du 22 au 24 juillet. Le vendredi a été consacré à des meetings et à des assemblées générales pour définir concrètement l'intervention du lendemain. Deux cents personnes (militants anarchistes et punks (1)) étaient présentes ce jour-là. Ce n'est que le samedi à 18 heures que les manifestants se dirigent vers la base. Une centaine de personnes les avaient rejoints entre temps et se trouvaient confrontés à des forces de police impressionnantes. Leur nombre était tel que les manifestants n'ont pu que crier des slogans et uniquement se rassembler sur le site. Malgré tout, un groupe de femmes (La ragnatela) a réussi à franchir les clôtures, mais, si elles se font éjecter immédiatement c'est sans trop de brutalités. Par la suite, et alors que les compagnons étaient regroupés tout à fait pacifiquement et ne provoquaient pas les forces de l'ordre, les flics les ont chargés très violemment et sans prévenir. Le bilan a été sévère, une quinzaine de blessés et cinq arrestations mettant ainsi un point final à la tentative d'occupation de la base.

Cette détermination de la part des carabinieri a brisé net toute poursuite éventuelle du mouvement. Les Ligues autogérées

prévoient un rapport de force beaucoup plus en leur faveur et ont mésestimé l'appui et la participation des habitants de Comiso. Pourtant tout avait été fait pour obtenir le soutien et les contacts étroits avec la population s'étaient maintenus durant deux années. Comment expliquer cet échec et l'auto-dissolution des Ligues autogérées qui l'a suivi ? Certainement par la difficulté ressentie par les Ligues à développer un discours antimilitariste conséquent au sein de cette population. Bien sûr, l'antimilitarisme et l'opposition à l'O.T.A.N., problèmes principaux, n'ont pas été les seules questions abordées par nos compagnons. Citons la dénonciation des agissements de la Mafia, liée au pouvoir étatique favorable à la construction de la base. En fait, l'implantation d'une base de l'O.T.A.N. engendre la recrudescence de la spéculation immobilière, de la prostitution et du trafic de drogue. De cette façon, les bénéfices de la Mafia vont encore s'accroître étant entendu que c'est l'ensemble de la population qui en subit les conséquences. Parlons encore des efforts pour développer nos thèses concernant le chômage, le coût de la vie, et plus généralement nos



propositions de gestion fédéraliste de la société.

Malheureusement, nous pouvons noter à cette occasion un décalage entre l'activité importante des Ligues et l'état d'esprit général de la population. Si nos compagnons n'ont pas eu la force suffisante de diffuser au mieux leurs propositions, il est à remarquer que les habitants ont manifesté une certaine indifférence et ne se sont guère sentis partie prenante de toute cette agitation.

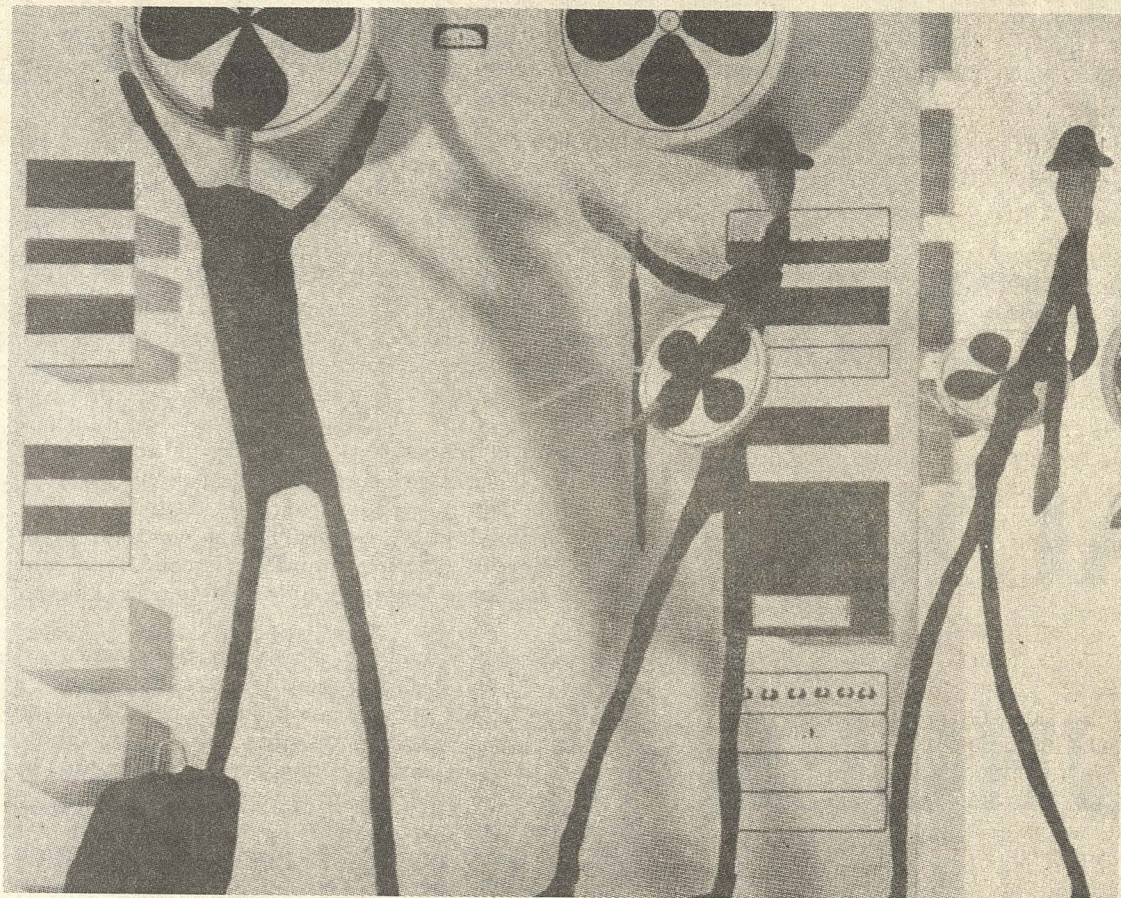
Malgré l'échec patent de cette action, nous pouvons saluer le courage et la détermination

des anarchistes italiens présents à Comiso. Du courage, il en fallu pour tenter de pénétrer dans cette base puissamment défendue par les flics. Le rapport de force n'a sans doute pas été correctement estimé et l'objectif, dans ces conditions, était démesuré. Espérons que les leçons seront tirées de cet échec et que nos interventions futures n'en seront que plus organisées et efficaces.

(1) A noter qu'il existe un mouvement punk italien possédant des caractéristiques révolutionnaires et anarchistes qui tranchent avec les habituels « révoltés » de l'autre côté des Alpes !

R.F.A.

Une nouvelle gestion du personnel



LUXEMBOURG

« R », journal des travailleurs du sud-Luxembourg

Salut l'artiste !

« R », périodique des travailleurs du Sud-Luxembourg vient de sortir son numéro 29-30 (1). Au sommaire : « Ça sert à quoi, ça, l'art ? ». Un numéro ficelé par une seule personne, Dan Niel Seret, un artiste. Il expose sur soixante pages ses réflexions de portraitiste ambulancier.

Ça défile, ça délire dans un labyrinthe de situations hétéroclites, parfois désopilantes... mais la critique s'arrête en chemin, à l'orée de la culture d'Etat.

L'illusion démocratique est en toile de fond laissant cours à un certain sophisme.

A parcourir pour entrevoir une partie du principe de l'art et de sa destination sociale.

Mais ce double numéro de « R » fait suite à un dossier religion au titre évocateur : « Enquête sur les fabriques d'Eglise ». Les fabriques sont une curieuse institution « chargée de veiller à l'entretien et à la conservation des temples ». Coté pile, des notables cathos y jouent un

rôle idéologique et politique, coté face, le capitalisme y fait bon ménage avec des recettes venues tout droit de la féodalité. « R », en disséquant les rapports entre l'Eglise et l'Etat fait ici preuve d'un anticléricalisme libertaire vigoureux et dès aujourd'hui prend les inscriptions pour un débaptisme collectif.

(1) Disponible à la librairie du Monde-Libertaire, 10 F, avec des reproductions de dessins de l'auteur.

LES systèmes d'information sur le personnel (P.I.S.) tendent à se développer en R.F.A. En effet, les entreprises ouest-allemandes cherchent peu à peu à introduire des méthodes efficaces pour mieux contrôler leur personnel. Une de ces méthodes, importée des Etats-Unis, consiste à gérer le « capital humain » par ordinateur, notamment pour déterminer les besoins et les compressions.

Ainsi, si une entreprise envisage des licenciements, l'ordinateur pourra en quelques secondes sortir un éventail de personnes retenues selon les critères suivants : âge, maladies, retards, appartenance syndicale et politique, absentéisme, grossesse, non participation aux œuvres sociales de la firme, peu d'entrain au travail, etc...

L'informatique permet également de mieux jauger, pour ne pas dire juger, le personnel. Des ordinateurs américains mettent en fiches jusqu'à cinq cents données sur un même individu. Ces données ne seront pas détruites en cas de licenciement ou de changement d'employeur, mais elles suivront le bonhomme à la traîne.

Le problème crucial de l'informatique reste son contrôle. Selon la Constitution allemande, les Comités d'Entreprises peuvent contrôler les renseignements sur le personnel. Mais comment un C.E. pourrait-il contrôler un P.I.S., alors qu'il ne sait pas comment il fonctionne ? Comment ce même comité peut-il savoir si les données qu'on lui soumet présentent la totalité de la mémoire de l'ordinateur ?

En ce qui concerne les possibilités de refus d'un tel système, il faut remarquer que le D.G.B., ses syndicats et la plupart des organismes de défense des salariés ont été plus ou moins lents par les événements. Aussi, la réaction a été plus ou moins lente. Il ne faut pas s'attendre à des mesures énergiques de la part des bureaucraties syndicales. La résistance doit s'organiser parmi le personnel concerné.

Dans les entreprises où le système est déjà effectif, les C.E. tentent de le contrôler, voire de le limiter par des conventions internes qui portent sur la réduction, la codification et la limitation du stock des données.

Certes, ces mesures ne sont pas déterminantes. Elles limitent les pots cassés. La meilleure solution est de refuser l'instauration de tels systèmes là où ils n'existent pas encore et de se battre pour leur suppression là où on les utilise.

Les éléments qui ont permis d'articuler cet article proviennent de Direkte Aktion, n° 37, 38 et 41, journal des anarchosyndicalistes allemands.

COMMUNIQUÉ

La Fédération anarchiste proteste contre l'incendie perpétré dans la nuit du 28 au 29 août 1983 dans les locaux de Radio Libertaria, à Trieste, en Italie — attentat signé d'un groupe fasciste. Etrange coïncidence puisqu'à quelques heures d'intervalles le pouvoir

socialiste-communiste a envoyé les forces de l'ordre saisir Radio-Libertaire à Paris. Il semble donc que l'expression libertaire sur les ondes dérange beaucoup l'échiquier politique et que la lutte pour le droit d'existence de radios réellement libres est plus que jamais à l'ordre du jour.

Fédération anarchiste française

ITALIE

FÊTE D'« UMANITA NOVA »

D U 1^{er} au 7 septembre, s'est déroulé à Alexandria une fête de soutien à *Umanita Nova*, hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne. De nombreuses personnes sont venues visiter les stands que le groupe communiste-anarchiste « Gaetano Bresci » avait préparé à cette occasion : un chapiteau pour les artistes et les musiciens venus jouer pendant cette semaine de septembre, un coin restaurant et bar, et enfin une table de presse où apparaissaient de nombreux livres et brochures édités par nos compagnons italiens.

Fait exceptionnel le dimanche 4 septembre au milieu de ces livres fort intéressants

une place était réservée à Radio-Libertaria ainsi si qu'aux différents livres édités par les groupes de la Fédération anarchiste française.

Au cours de la soirée, divers débats avaient lieu sur l'actualité sociale, politique et économique de l'Italie. Des débats où les compagnons italiens ont pu faire connaître la position des anarchistes sur différents sujets et développer ainsi les propositions libertaires.

Regrettons toutefois que cette fête n'ait pas eu le succès et l'affluence qu'elle méritait. Mais d'ores et déjà le rendez-vous est pris pour la prochaine fête d'*Umanita Nova*.

ITALIE

ATTENTAT FASCISTE CONTRE RADIO-LIBERTARIA

C URIEUSE coïncidence, au moment où « la voix sans maître » à Paris était saisie par la police, la « voix sans maître » à Trieste était incendiée par les fascistes italiens...

Dans la nuit du dimanche 28 août les fascistes ont incendié les locaux de Radio-Libertaria de Trieste, station culturelle de contre-information qui s'est toujours distinguée des autres radios par son contenu anti-autoritaire et donc antifasciste.

Ils ont incendié R.-L. pour faire taire la « voix sans maître », une voix qui dérangeait à cause de ses propos libertaires.

Après tous les actes récents de violence commis par les fascistes en Italie, le moment est arrivé de dire basta. Nous vous invitons tous à une grande vigilance afin que de pareils faits ne se répètent pas. R.-L. ne se fait pas d'illusions, les auteurs de l'attentat ne seront pas retrouvés. Les récents épisodes de violence n'autorisent pas ce genre d'illusions. Au contraire,

ces faits font de plus en plus penser à « d'étranges » connivences (entre la police et ces groupes).

Malgré les dommages subis, Radio-Libertaria continuera comme toujours à être la « voix sans maître » ouverte à tous ceux qui ont quelque chose à dire (objecteurs de conscience, antimilitaristes, homosexuels, etc.) et qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer ailleurs. Mais surtout R.-L. continuera à être une voix vraiment libre, anticonformiste, anti-autoritaire et sûrement antifasciste.

Radio-Libertaria appelle tous les travailleurs, retraités et étudiants à contribuer à la reprise des émissions.

Radio-Libertaria
(Casella postale 854,
34100 Trieste,
Italie)

Pour présenter la page archives du *Monde libertaire*, nous publions cette semaine un texte extrait d'une étude de Gaston Leval parue dans *Contre-courant* de novembre 1956. Pour mieux connaître la vie et l'œuvre de ce militant socialiste libertaire nous ne pouvons que conseiller la lecture de *L'Etat dans l'histoire*, livre inédit de Leval publié dans la collection *La Bibliothèque anarchiste* (1).

Ce qui est éternel est toujours jeune, et les principes fondamentaux construits par nos grands devanciers sont éternels. La revendication de plus de justice et de liberté remonte à des milliers d'années. Elle n'est pourtant pas une vieilleries méprisables. Le fascisme est tout nouveau dans l'histoire. Il n'est pas pour cela supérieur. La nouveauté n'est donc pas une preuve de supériorité. Dans la pensée humaine, dans les écoles philosophiques et sociologiques, dans les écoles artistiques aussi, du reste, il y a des avances et des reculs, des progrès et des décadences. Le signe de ces décadences est souvent l'invasion de nouveautés qui défigurent plus qu'elles ne fécondent, qui détruisent tout et ne construisent rien.

Nous retournons donc aux sources, mais nous ne sommes pas des plagiaires, des phonographes ou de simples commentateurs. Fuyant le complexe de supériorité qui fait mépriser les penseurs et les sociologues qui ont fondé l'école à laquelle nous appartenons, nous prenons de ces hommes, dont le génie créateur est pour nous indiscutable, et souvent magnifique, les idées, les vues sociales et leur justification historique, philosophique et scientifique. Nous apprenons d'eux tout ce qui doit et peut être appris. Puis, armés de ce que nous avons pris chez eux, armés de notre culture que nous étendons de plus en plus, armés de notre expérience, qui fait partie de notre culture, étudiant l'homme et l'évolution de l'humanité, la structure, les besoins et l'évolution des sociétés humaines, le développement des sciences — qui malgré leurs variations, surtout en biologie, n'infirment en rien la conception d'une société de libre harmonie — étudiant les problèmes économiques et psychologiques, ethniques, démographiques, et autres, nous nous efforçons — ou nous efforcerons — de mettre à jour les idées essentielles, d'en renforcer les bases, de les élargir, d'en rendre le style plus actuel et l'expression plus conforme aux problèmes, aux inquiétudes, à l'esprit de notre époque.

Et quand il le faudra, nous n'hésiterons pas à signaler les erreurs de nos grands précurseurs, et à les rectifier. Nous avons du reste commencé à le faire. Encore une fois, nous ne sommes pas de simples phonographes.

Pierre Kropotkine a écrit un livre qui constitue une base sociologique, historique, scientifique, philosophique, fondamentale de l'anarchisme (nous dirons, pour nous, du socialisme anti ou non-autoritaire) : *L'Entraide* (2). On peut lui reprocher — il le reconnaissait dans la préface — une généralisation excessive de l'appui mutuel — *the mutual aid*, dans le texte original — dans la vie des espèces animales et humaines. Il n'en reste pas moins que ce facteur est le principal agent de progrès et de bonheur des espèces le pratiquant. Surtout, et en cela on peut reprocher à Kropotkine de ne pas l'avoir assez souligné, nous avons là une base biologique de la conception anarchiste, non archiste de la société et de son organisation.

Eh bien ! ce livre ouvre un horizon immense pour qui voudra s'atteler à cette tâche, que des dizaines de kropotkiniens — qu'il ne faut pas confondre avec les kro-

potkinistes — auraient dû entreprendre. Bakounine nous avait déjà montré, dans ses *Considérations philosophiques*, une vue cosmique de sa philosophie anti-autoritaire, en faisant découler la non-autorité de la non-divinité, et la libre association du matérialisme où tout est combinaison, mais non subordination. Kropotkine se limite au domaine biologique, puis historico-humain, ou sociologique.

Si nous reprenons au moins les études scientifiques de Kropotkine ?

Si nous les élargissons même ?

Si nous fondions une conception libertaire de l'histoire, en montrant comment l'ensemble des activités utiles de l'humanité, qui ont permis son développement et son évolution, n'a pas été l'œuvre des gouvernants, des formations politiques, de l'Etat, mais de l'humanité même, et de ceux qui, tout en en faisant partie, se sont toujours avancés au sein des collectivités et leur ont montré le chemin ?

REVENIR AUX SOURCES

Il y a là une œuvre immense à accomplir.

Cette œuvre revivifierait, revigorerait, grandirait la pensée qui nous est commune et pourrait y attirer bien des gens que les minuscules à-côtés, érigés en problèmes et en solutions majeurs, rebutent plus qu'ils n'attirent.

L'idée de ce travail ne serait pas originale. On trouve chez Proudhon telle et telle phrase qui la condense, et Elisée Reclus, qui fut un des plus grands humanistes du XIX^e siècle, la développe sans se le proposer dans *L'Homme et la Terre*. Mais sa réalisation méthodique, systématique, afin d'en faire un corps de doctrine scientifiquement établi aurait une importance énorme.

Prenons un autre développement nécessaire de ce qu'ont écrit nos grands prédécesseurs : la critique du marxisme. Tcherkessoff avait, dans *Pages d'histoire socialiste*, montré que la fameuse concentration du capital, la prolétarianisation de la bourgeoisie et la paupérisation du prolétariat, clefs de voûte du soi-disant socialisme scientifique, n'étaient nullement confirmées par les statistiques anglaises dont Karl Marx s'était servi. Depuis, l'évolution économique et sociale des nations capitalistes a prouvé que les prévisions de Karl Marx ne se réalisaient pas, qu'il n'y a pas de paupérisation, mais embourgeoisement du prolétariat, où de certaines couches prolétariennes, que si certaines couches de la bourgeoisie déclinaient, de nouvelles couches bourgeoises se formaient, qu'une certaine forme de concentration capitaliste n'empêchait nullement, étant donné la multiplication des besoins et de l'ensemble de la production, de nouvelles formes du capitalisme ; et surtout que sous des formes nouvelles, y compris celle du fon-

tionnariat d'Etat, les privilégiés tendaient plutôt à augmenter tandis que le prolétariat ne se paupérisait pas.

Il y a là une critique importante et nécessaire du marxisme, que nous devons poursuivre implacablement, et plus implacablement encore l'interprétation dite matérialiste, mais en réalité judéo-économiste de l'histoire. Et aussi implacablement la critique de la conception marxiste de l'Etat, non seulement à la lumière du fait russe actuel, mais à la lumière de toute l'histoire. Proudhon l'avait fait avant la lettre, dans ses polémiques contre les communistes autoritaires de son époque ; Bakounine le fit dans sa critique de la conception, de l'interprétation, de l'utilisation marxiste de l'Etat ; Kropotkine aussi dans sa forte brochure *L'Etat, son rôle historique* (3). Mais l'œuvre d'ensemble, l'œuvre doctrinaire reste à écrire.

Même problème pour la critique économique. Il est douloureux de constater que presque tous, sinon tous les anarchistes, ignorent qu'avant Marx, Proudhon a défini et nommé la plus-value, que sa critique économique, apparemment moins savante, porte plus loin que celle de Marx, car il ne condamne pas le capitalisme au nom de la loi dialectique qui le force, pour ainsi dire, à mourir tout en engendrant les formes nouvelles qui le remplaceront et instaureront le socialisme, il le condamne au nom de la justice et non sous la forme marxiste. Le capitalisme pour les historiens, sociologues et économistes qui ne s'en laissent pas imposer par la suffisance scolastique de l'auteur du *Capital*, existe déjà à l'époque romaine, dans les civilisations d'Asie Mineure, et même dans certaines périodes de l'Egypte antique ; Proudhon le condamne comme une forme de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au-delà du capitalisme, c'est cette exploitation qu'il attaque. Quand il dit « la propriété c'est le vol », il entend par là toute appropriation individuelle de moyens d'existence nécessaires à d'autres hommes ; quand il dénonce le *propriétaire* il dénonce l'exploitateur, petit ou grand, entrepreneur ou commerçant. Il le dénonce non parce que la dialectique des faits ou de l'histoire (et qu'on peut très simplement appeler *l'évolution*) le condamne à disparaître (et s'il est condamné à disparaître à quoi sert-il de le dénoncer ?) mais parce qu'il place au-dessus de tout un principe moral : celui de la justice. Ce qui ne l'empêche pas d'accumuler des faits.

J'ai dit qu'il a le premier défini la plus-value. Il a aussi, avant Marx, montré comment le capitalisme anglais avait, dans la *Workhouse*, supplicié le prolétariat. Dans sa célèbre polémique avec Bastiat, il a fait une analyse serrée des méthodes de croissance du capitalisme financier. On trouve chez lui bien d'autres idées, bien d'autres ébauches, bien d'autres suggestions — toujours en ce qui concerne la critique économique.

On en trouve chez Bakounine, on en trouve chez Kropotkine, dont les premiers chapitres de *La Conquête du Pain* (4) semblent avoir inspiré plus d'une page de Jacques Duboin. On en trouve chez Cornelissen, dont le *Traité de la Science économique* méritait plus que l'ignorance générale où on le tient dans le mouvement qu'il s'est efforcé d'enrichir.

Eh bien ! Tout cela est à reprendre, à revoir, et aussi à développer.

En vente à la librairie du Monde libertaire :

- (1) *L'Etat dans l'histoire*, éditions du Monde-Libertaire prix de vente : 60 F.
- (2) *L'Entraide*, édition de l'Entraide : 45 F.
- (3) *L'Etat son rôle historique*, édition Liaison F.A. Bas-Rhin : 16 F.
- (4) *La Conquête du Pain*, édition du Monde-Libertaire, prix de vente : 40 F.



NOTES DE LECTURE

« L'Homme neuronal » de J.-P. Changeux éd. Fayard

LE jour où toute l'humanité pourra prendre connaissance d'un livre comme celui-ci, nous ne serons plus très loin de l'Anarchie. Tous les tenants de la différence fondamentale entre l'Homme et les (autres) animaux, les défenseurs de l'existence d'un esprit indépendant du corps, de l'immortalité de l'« âme », de la résurrection, de la réincarnation et autres niaiseres, auraient mal à leurs croyances ineptes, s'ils avaient la curiosité d'esprit de lire « L'Homme neuronal ». S'ils le pouvaient, ils le feraient assurément brûler, et son auteur avec...

Jean-Pierre Changeux ouvre au lecteur les portes d'un domaine méconnu, la biologie du système nerveux. Son livre nous plonge au cœur de la recherche. Observations, déductions, hypothèses, vraisemblances, l'auteur ne mélange pas les choses. Il nous montre des faits, nous les explique, et laisse notre esprit critique tirer les conséquences, et non les conclusions, car rien n'est jamais définitivement sûr. C'est parfois seulement très vraisemblable, jusqu'à la preuve du contraire, qui est toujours possible, à moins d'attacher une valeur subjective à la croire impossible.

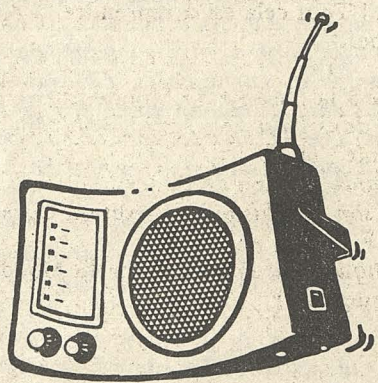
C'est un livre scientifique, donc complexe, et il serait faux de dire que la totalité de son contenu est directement assimilable par tous. On en est loin ? Toute simplification laisse la porte ouverte au mensonge, à la manipulation, aux affirmations gratuites et invérifiables. Ici, nous avons les faits observés, dans toute leur complexité, dans leur totalité aussi, et toutes les références sont fournies.

Souvent ardu, L'Homme neuronal n'est jamais indigeste. Au fil des pages et des observations, il y a sans cesse un intérêt nouveau à poursuivre la lecture, et l'on n'est jamais tenté de sauter un chapitre. Au contraire, c'est un livre qu'on lit et relit, avec, chaque fois, un nouvel attrait. De quoi faire naître des vocations de neurobiologiste, et c'est heureux, puisque J.-P. Changeux est professeur et chercheur.

Qu'avons-nous dans le crâne ? D'où nous vient cette cervelle qui nous a permis d'inventer la bombe atomique, les dieux, et le couscous ? L'« âme » et « l'esprit » sont-ils plus invraisemblables que jamais à la lumière des derniers travaux scientifiques ? En science, la prudence est de règle, et l'auteur ne s'en départit jamais, à aucune page. Il nous fournit de quoi nous aider à répondre à nos questions, mais, il ne nous impose aucune extrapolation tirée de quelque « intime conviction ». Tout au plus, au détour de certaines pages, lui échappe-t-il quelques remarques pertinentes sur l'état du monde tel que l'homme l'a rendu. Sa conclusion s'achève sur un appel à mieux nous connaître, à l'heure où, en France, un adulte sur quatre consomme des tranquillisants chimiques pour l'aider à vivre, ou à survivre.

Un seul regret sur L'Homme neuronal, son prix : 120 F. C'est cher, mais ces connaissances n'ont pas de prix. A quand la sortie en livre de poche ?

Emile Borcage



« Plurielles »

IL s'agit probablement du joyau le plus parfait des revues d'artistes. Entièrement faite à la main, c'est de la bibliophilie de grand luxe sous forme de revue et comme les artistes sont de doux rêveurs il est vendu au prix d'une revue. Son tirage très limité (actuellement 75 exemplaires) est réservé aux seuls abonnés et croît en fonction de ceux-ci.

Chaque numéro gravite autour d'un thème et fait intervenir chaque fois une équipe différente, choisie par le comité de rédaction qui élabore le projet en commun et garde l'anonymat.

Le comité de rédaction (Clau-

dine Capdeville, Georges Foissy, Jean-Jacques Lapoirie, Agnès Léa) choisit le thème du numéro, fait appel aux créateurs, sélectionne les intervenants et cela donne ça.

Je n'en dirai pas plus, il faut voir, il faut vraiment voir, et ceux qui, comme moi, sont amoureux du beau livre ne pourront qu'être envoûtés par ces enfants de l'amour.

Deux numéros par an, on peut s'abonner les yeux fermés (ce qui en l'occurrence est paradoxal) : Plurielle, 53 rue Notre-Dame des Champs. 75006 Paris.

Servin
Plasticien

NOTES DE LECTURE

« Manuel de l'animateur social »

de Saul Alinsky

IL est des livres qui, étrangement, restent, malgré leur qualité, ignorés ou mal connus. Ainsi l'ouvrage de Saul Alinsky, peut-être à cause de l'aspect innocent de son titre français « Manuel de l'animateur social » ne semble pas avoir connu dans le mouvement libertaire, les répercussions et le retentissement qu'il aurait pu avoir.

Paru en anglais sous la dénomination plus éloquente de « Rules for radicals » (Règles à l'intention des révolutionnaires) il se présente comme le bilan des activités de son auteur, engagé toute sa vie dans le combat des minorités raciales et l'organisation des déshérités pour plus de justice et de dignité.

Bien sûr, à la lecture de l'ouvrage, il paraît évident que Saul Alinsky, engagé dans les luttes quotidiennes reste parfois englués dans le « grand rêve démocratique américain ». S'il refuse les théories bavardes, où il se sent d'ailleurs mal à l'aise, et les déclarations de principe des révolutionnaires de salon, cela ne va pas toujours sans une méconnaissance des tenants et aboutissants du système politique en place et du poids des institutions.

A sa façon il réinvente les pratiques libertaires, et dans une certaine part l'idéal anarchiste (tel qu'ils ont pu se développer dans le syndicalisme révolutionnaire ou autour des auberges de jeunesse). Toute son action n'a d'autre but que de donner à chacun et à la communauté des exploités le pouvoir de décider de sa propre existence. C'est ce qu'en d'autres termes nous appelons gestion directe ou autogestion.

S'il donne des directions et des règles pour donner plus d'efficacité et de mordant à l'action revendicative et révolutionnaire, ce livre n'est ni un manuel du style « Comment se faire des amis » ni une diatribe à la « Que faire ». Simple-ment avec son style plein d'anecdotes et d'irrévérence à l'égard des pouvoirs en place, Alinsky analyse ce qui fait que des citoyens démunis de tout ou des classes moyennes engluées dans leur vie médiocre restent passifs.

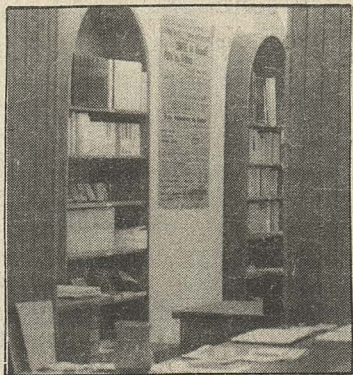
Son analyse, parfois très poussée, parfois moins intéressante, débouche toujours. C'est là l'intérêt principal de l'ouvrage — sur des applications pragmatiques et réalistes de méthodes et de comportements mis au point dans l'action.

La lecture et la réflexion sur un tel texte peuvent être extrêmement précieuses aux militants libertaires souvent isolés dans leur action et peu formés à l'animation des groupes.

Redonner la parole ne s'improvise pas, et comme le dit Alinsky « l'organisation doit être utilisée au maximum comme un mécanisme d'éducation, mais éducation n'est pas propagande ». Que dire de plus sinon que le rejet des dogmes et la vérité révolutionnaire a toujours été le but des militants anarchistes ?

Individuel Brest

Livres en vente à la librairie du Monde libertaire



<i>Objecteurs, insoumis, déserteurs</i> , Michel Auvray.....	95 F
<i>Quelques écrits</i> , Adhemar Schwitzguebel.....	50 F
<i>Souvenirs et aventures de ma vie</i> , Louise Michel.....	130 F
<i>L'Etat dans l'histoire</i> , Gaston Leval.....	60 F
<i>Histoire de l'anarchie</i> , Max Nettlau.....	79 F
<i>Léonard, maçon de la Creuse</i> , Martin Nadaud.....	73 F
<i>Mort accidentelle d'un anarchiste</i> , Dario Fo.....	85 F
<i>Histoire des bourses du travail</i> , Fernand Pelloutier.....	55 F
<i>Vingt-cinq ans d'histoire du planning familial</i>	70 F
<i>Pissarro</i> , R. Shikes, P. Harper.....	110 F
<i>L'Assiette au beurre</i> , tome 2.....	50 F
<i>Rapport sur les activités des SAC</i> (les deux tomes).....	40 F
<i>Histoire des féminismes français</i> , Jean Rabaut.....	69 F
<i>Surréalisme et anarchisme</i> , Pietro Ferrua.....	12 F



Photo Genetève Beaurée

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 22 septembre : « Voulez-vous B.D. avec moi ? » (14 h-16 h) : Gudule entame un nouveau feuilleton délirant.
- « La vie d'artiste » (16 h-18 h) : Jean-Pierre Sierman, auteur, compositeur, interprète.
- « L'invité quotidien » (20 h-22 h) : Cabu.
- Vendredi 23 septembre : « La bourse et la vie » (10 h-12 h) : le scandale du logement à Paris, avec l'UFC.
- « Le magazine théâtre » (14 h-16 h) : « Mort accidentelle d'un anarchiste ».
- « L'invité quotidien » (20 h-22 h) : invité exceptionnel : la Ligue des droits de l'homme. Henri Noguères (président), Magdeleine Ribérioux sur le thème de « la nouvelle droite ».
- « Contact » (22 h-24 h) : la drogue.
- Dimanche 25 septembre : « Ici Dieu à vous Paris » (10 h-13 h) : les notes d'un libre-penseur, la Régie divine de publicité ; à 13 h 30 : le feuilleton *Hyperman*.
- « Sous les manguiers » (14 h-17 h) : les origines du Vaudou.
- Lundi 26 septembre : « Le fou parle invite » (16 h-18 h).
- Radio-Libertaria, « La tinta negra de la historia » (19 h-22 h) : une nouvelle série : histoire de la Confédération nationale du travail clandestine en Espagne, d'après Abel Paz.
- Mardi 27 septembre : « La mémoire sociale » (10 h-12 h) : nouvelle série : l'histoire du mouvement ouvrier de 1789 à 1870.
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (12 h-15 h) : Plurielles.

La Ligue des droits de l'homme reprend ses émissions régulières sur Radio-Libertaire.

Vendredi 23 septembre, de 20 h à 22 h, dans le cadre de l'émission « L'invité quotidien », Magdeleine Ribérioux, présidente de la commission « Extrême droite » de la L.D.H. traitera des progrès de l'extrême droite dans l'électorat français.

En début d'émission, Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme viendra expliquer pourquoi cette organisation tient à maintenir ses émissions sur Radio-Libertaire.

Tchad

L'ÉTATISME POST COLONIAL



LA guerre du Tchad a mis en évidence la parfaite artificialité des structures étatistes léguées au moment de la décolonisation.

Que le gouvernement actuel, fidèle au chemin tracé par ses prédécesseurs, intervienne directement pour préserver le fragile édifice post-colonial français entre dans une logique à laquelle aucun pouvoir d'Etat n'échappe. Mais le fédéralisme, à travers les propos de Mitterrand sur l'avenir du Tchad, est une fois de plus conçu comme méthode de restauration de l'Etat et non comme outil d'émancipation des individus.

Suite à la décolonisation massive en Afrique entre 1960 et 1962, les anciennes possessions françaises ont donné naissance à un conglomérat d'Etats indépendants qui n'ont d'autres origines que celles du découpage militaro-administratif de la période coloniale. Il suffit de consulter une carte et d'observer la rectilignité impeccable de certaines frontières pour relever le parfait arbitraire de cette décolonisation « à la française ». Ainsi, des ethnies, des peuples, sédentaires ou nomades, ont été « nationalement » séparés ou, au contraire, rassemblés sous un même drapeau selon les hasards de la pénétration coloniale.

Le Tchad est un parfait exemple de cette situation. Un état parachuté à la hâte en 1960 sous les hospices de l'administration française sans qu'il corresponde à une quelconque unité ethnique, culturelle, historique, à défaut d'économique dans ces contrées particulièrement déshéritées, mais possédant néanmoins tous les vices des Etats les plus anciens : centralisme, protection des inté-

rêts dominants, parasitisme du fonctionariat, militarisme, soulevant les ambitions de clan. Le sud du Tchad est peuplé d'ethnies animistes, considérées comme plus francophones, tandis que le nord est sous influence islamique. Rappelons néanmoins qu'Issène Habré et Goukouni Oueddei sont issus du même village, prouvant qu'aux rivalités ethniques se superposent les ambitions personnelles.

L'attitude de Mitterrand, sa détermination toute personnelle à intervenir militairement est donc une caution délibérée à cette forme d'étatisme primaire héritée du colonialisme français et dont la seule justification présente est de perpétuer historiquement la domination française dans ses intérêts économiques et stratégiques par des relations de vassal à suzerain. Il est quasi impossible à la Libye d'occuper militairement la totalité du Tchad, mais que les forces militaires en présence consolident leurs positions sur une ligne de partage nord-sud, inquiète Mitterrand qui a clairement exprimé son refus d'une partition du

Tchad. Soucieux d'apporter des propositions constructives, celui-ci a soulevé l'idée du fédéralisme.

Anarchistes, nous revendiquant du remplacement de l'Etat par le fédéralisme libertaire, unissant les groupes de producteurs et les populations en des structures souples de coordination excluant toute domination d'un groupe sur tous les autres, par la pratique contractuelle et en imposant l'égalité de tous, nous ne pouvons que sourire au spectacle de nos jacobins, centralistes et étatistes forcenés, soutenant un Etat fantôme et anachronique, retenir de surcroît la notion de fédéralisme comme dernier rempart pour conserver l'intégrité nationale. Bien sûr, le fédéralisme proposé n'a rien à voir avec nos projets libertaires. Par une redistribution plus équilibrée de la représentativité des différentes ethnies au sein des organes dirigeants, une meilleure intégration à la vie nationale, loin d'être renversé, l'Etat se trouve, au contraire, renforcé par un tissu structurel lui permettant de mieux contrôler les populations et leurs activités.

Le fédéralisme n'est pas présenté comme une alternative à l'Etat mais comme un moyen de conforter ce dernier dans le rôle qui a toujours été le sien : la domination de caste et la garantie de ses intérêts.

J.-L. Perlier

Le Liban vers le gouffre

Dimanche 4 septembre, l'armée israélienne se redéploie sur la « ligne Awali » dans le sud du Liban, abandonnant la montagne du Chouf, à proximité de Beyrouth-sud, qu'elle contrôlait jusqu'alors. Depuis, la guerre civile a repris dans cette zone : miliciens druzes et phalangistes chrétiens se battent afin, paradoxalement, de protéger leurs villages respectifs. Un mouvement d'exode des populations a commencé !

Armées syrienne, israélienne, milices druzes palestiniennes, chrétiennes, forces d'intervention française, américaine, italienne et britannique, le Liban n'est plus aujourd'hui qu'une mosaïque d'occupations militaires ou para-militaires. Aussi, quand une armée abandonne une position, est-elle immédiatement, dans la logique qui prévaut, remplacée par une autre afin d'occuper le plus d'espace stratégique de ce petit territoire de 10 000 Km². Corrélativement, la guerre civile reprend, « la tâche de sang s'élargit », parfois localisée mais toujours meurtrière.

Militarisme triomphant

Le 4 septembre, c'est sans accord préalable avec le gouvernement libanais que l'armée israélienne abandonne la position du Chouf. Et si l'armée libanaise, récemment réorganisée, n'a pas bougé pour combler ce « vide », les phalangistes chrétiens ont pris les devants, investissant la région, d'une part estimant nécessaire de protéger les villages chrétiens, d'autre part pour préparer une occupation ultérieure par l'armée libanaise. Ce à quoi les miliciens de la communauté druze, dont la figure de proue est Walid Joumblatt, chef du P.S.P. (Parti socialiste progressiste), ont répliqué, tout autant par la crainte de l'avancée des milices que par le refus de l'hégémonie gouvernementale chrétienne : Amine Gemayel, président du Liban est aussi un des chefs phalangistes, les postes-clés du gouvernement sont aux mains des chrétiens ainsi que la hiérarchie de l'armée.

Le P.S.P. est bien évidemment utilisé par la Syrie comme un levier de déstabilisation du gouvernement Gemayel, pro-occidental et soutenu par les Etats-Unis. Que la force d'intervention multinationale commanditée pour occuper certaines zones de Beyrouth soit exclusivement composée de troupes occidentales, et non des moins suspectes d'impérialisme, n'est pas fait pour apaiser les événements. Les contradictions politiques, savamment attisées par les impérialismes, épousent les contours des convictions religieuses, se superposent à l'appartenance aux diverses communautés.

C'est dans ce vivier de conflits potentiels que les seules solutions retenues ont été celles des interventions militaires, syrienne d'abord, puis israélienne et enfin multinationale, exacerbant les passions à outrance. Pourtant exiger le retrait des troupes étrangères du Liban, y compris la force de paix multinationale, qui tend d'ailleurs à se transformer lentement en force de guerre après les démonstrations aériennes et navales franco-américaines, n'est qu'une étape insuffisante.

Un projet neuf est nécessaire. Les idéologies, passées ou progressistes, ne sont aucunement en mesure de renverser la situation.

Impasse étatique

Si l'Etat, qui concentre par ses institutions et son action tous les paramètres du désordre, intérêts particuliers, idéologiques, religieux en les exacerbant, apparaît aux diverses communautés libanaises comme l'outil de domination de l'une d'entre elles sur toutes les autres, que les logiques conclusions en soient tirées. Contrairement à ceux qui pensent que la renaissance du Liban passe par la création d'un Etat fort, nous affirmons que l'Etat n'est que le pourvoyeur du désordre par la domination qu'il exerce et les ambitions qu'il soulève, et que la cohérence d'une organisation sociale peut être assurée sans lui. Le départ en 1982 des combattants palestiniens de Beyrouth et du sud-Liban a prouvé que ces derniers n'étaient pas les « fauteurs de troubles » responsables de tous les maux que l'on voulait bien présenter. Les déséquilibres sociaux et humains incarnés par l'institution étatique ne peuvent trouver de dénouement à travers les solutions apportées par les politiciens et les chefs de bandes armées. Il faudra bien que le peuple libanais, s'il veut en finir, soulève une force renouvratrice renversant les rapports de force politico-religieux et se tourne résolument vers un socialisme libertaire et fédéraliste, associant contractuellement tous les producteurs et communautés dans un projet d'émancipation collective.

B. Rousselot

